



# LE DEVOIR

## Le camp Bush est sur la défensive

Kerry repasse en tête, selon un sondage

Washington — Le camp républicain était sur la défensive hier après la prestation jugée médiocre de George W. Bush lors de son premier débat avec John Kerry, sanctionnée par de bons sondages pour le démocrate, et devant une nouvelle attaque sur la faiblesse des arguments pour envahir l'Irak.

La conseillère à la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, s'est efforcée sur plusieurs chaînes de télévision de minimiser des accusations du *New York Times* selon lesquelles le président Bush a attaqué l'Irak malgré de sérieux doutes sur l'existence de son programme d'armes nucléaires.

Citant des sources au sein de l'administration, le quotidien affirme que la Maison-Blanche avait été informée dès 2001 par le département de l'Énergie que les tubes d'aluminium trouvés en Irak n'étaient probablement pas destinés à un usage nucléaire mais à la fabrication d'obus d'artillerie.

M. Bush et plusieurs hauts responsables de son administration, dont Mme Rice, avaient, malgré ces informations, utilisé ces tubes comme une des preuves pour justifier l'invasion de l'Irak en 2003, souligne le *New York Times*.

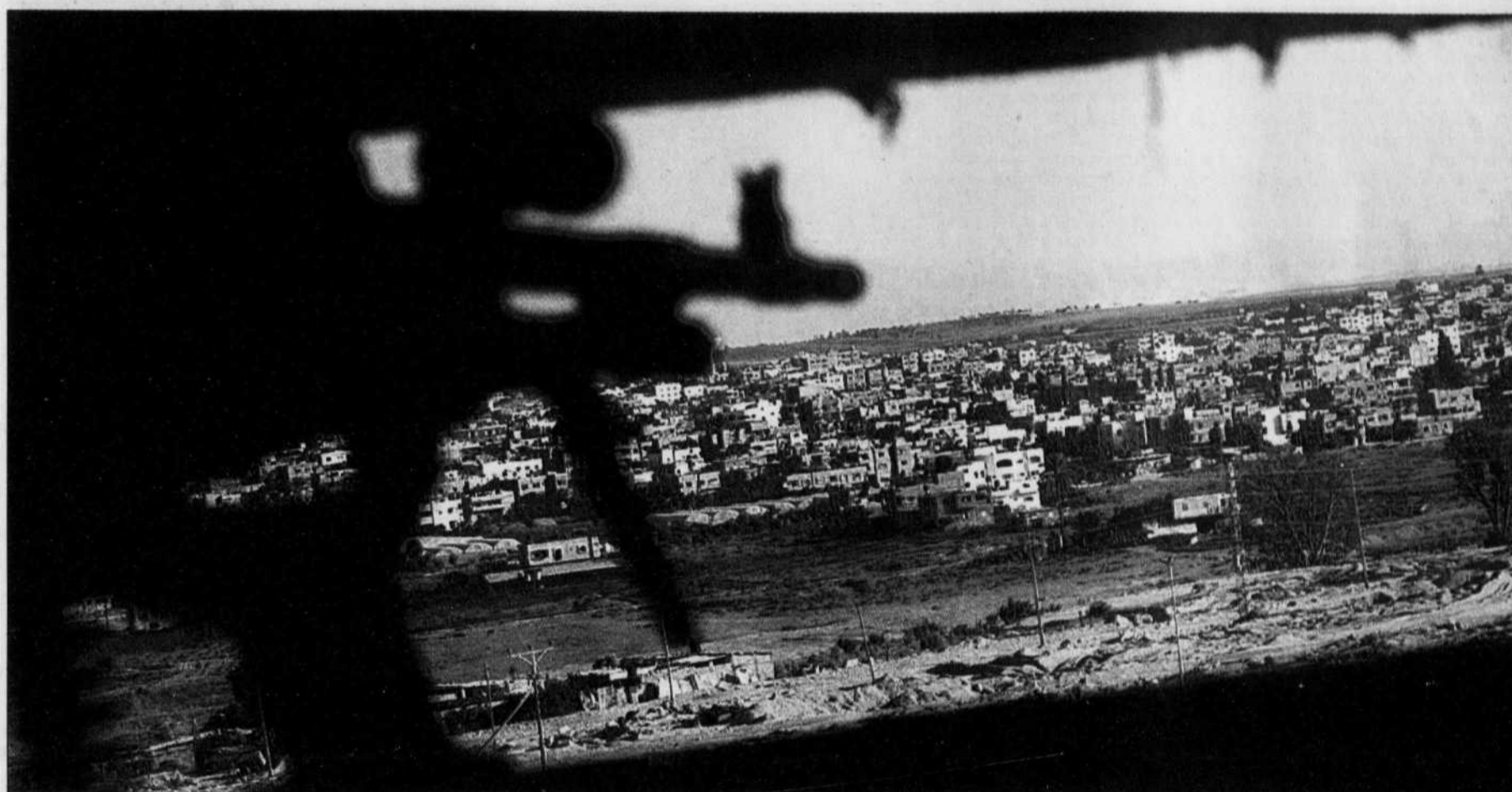
«Ceci est inexact», a déclaré Mme Rice sur NBC, ABC et CNN où elle est intervenue tour à tour.

VOIR PAGE A 8: KERRY

■ Kerry, le préféré des Québécois, page A 4

## Riposte sans merci à Gaza

L'offensive israélienne, qui a déjà fait 66 morts, se poursuivra de plus belle, promet Sharon



Une mitrailleuse israélienne braquée sur Gaza depuis une tour de garde. La grande opération militaire baptisée «Jour de pénitence» par l'armée israélienne a été qualifiée de «crime d'État» par Yasser Arafat.

FABIEN DEGLISE

Alors que la situation s'envenime dans le camp de réfugiés de Jabaliya situé dans le nord de la bande de Gaza, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a annoncé hier que les opérations militaires en cours pour que cessent

les tirs de roquettes palestiniennes contre Israël devraient prendre davantage d'ampleur dans les prochains jours. Une déclaration qui n'est pas pour calmer la colère des Palestiniens ni de la Ligue arabe qui, tout en dénonçant «la guerre d'extermination» menée par Israël mais aussi «le si-

lence» de la communauté internationale et des «frères arabes» devant cette opération, ont lancé hier un appel au calme. Réuni d'urgence à Ramallah, le Conseil législatif palestinien (CLP) a exhorté hier les groupes armés à mettre un terme au tir de roquettes en direction du territo-

re israélien. Ces tirs qui ont entraîné mercredi dernier la mort de deux enfants israéliens dans la ville de Sdérot, au sud du pays, sont à l'origine de la contre-attaque de l'armée israélienne baptisée «Jour de pénitence».

«Le Conseil législatif, qui affirme le droit légitime de notre peuple à la résistance à l'occupation israélienne odieuse, appelle l'ensemble des forces et des factions à mettre en œuvre cette résistance dans un cadre stratégique national [...] pour barrer la route aux plans israéliens qui portent atteinte [...] à notre futur»,

VOIR PAGE A 8: GUERRE

ÉCOLE

## Nostalgie des années 50 en France

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Ah! les années 50! Voilà le soupire que semble pousser la France en ce début d'automne un peu gris.

L'an dernier, le ministre délégué à l'Enseignement scolaire, Xavier Darcos, s'était prononcé en faveur du retour à l'uniforme à l'école. À l'occasion de cette rentrée scolaire, son collègue de l'Éducation nationale,

François Fillon, annonçait un retour à la dictée, à la rédaction et à la récitation. Comment s'étonner alors que la chaîne de télévision M6 enregistre des records de cotes d'écoute avec une nouvelle émission de télé-réalité recréant un pensionnat des années 50?

Adaptation française de *That'll Teach Them, Le Pensionnat de Chavagnes* n'est que l'énième émission de télé-réalité française depuis que ce genre fait la fortune des réseaux. Dès la première semaine, 6,2 millions d'auditeurs ont suivi les péripéties de 24 adolescents plongés dans les conditions scolaires des années 50.

L'émission ne s'affiche pas comme une émission pour enfants, mais son auditoire est essentiellement composé de jeunes de 11 à 14 ans.

Suivant les lois du genre, l'exercice consiste donc à enfermer pendant quatre semaines 24 jeunes dans un pensionnat, à leur faire porter la

VOIR PAGE A 8: FRANCE

L'ENTREVUE

## François Papineau, côté cour, côté jardin

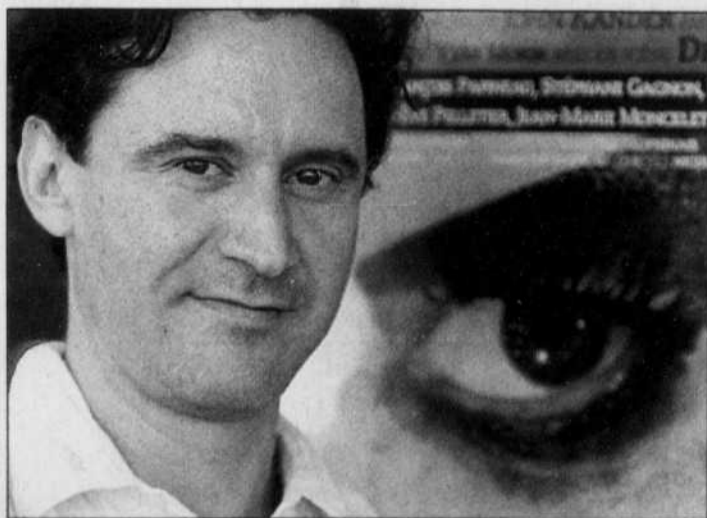
À Montréal, trop de spectacles sont gaspillés, déplore le comédien

Même s'il se multiplie depuis quelques années à l'écran et sur les planches, le comédien François Papineau se fait toujours aussi discret dans les médias. Ce qui ne l'empêche pas de se forger des opinions — parfois fort critiques! — sur le monde artistique québécois.

DOMINIQUE RENY

Pour le grand public, il est Pierre Dubé dans *Les Poupées russes* (TVA), Charles dans *Catherine* (Radio-Canada) ou le tueur Claude Lizotte dans *Fortier* (TVA). Récemment, il a aussi prêté ses traits à l'Ulysse de *L'Odyssée* vue par Dominic Champagne et Alexis Martin (TNM) et à Stanley dans *Un tramway nommé Désir* (TNM). Mais ces jours-ci, François Papineau incarne surtout le flamboyant maître de cérémonie du *Cabaret* de Joe Masteroff, mis en scène au Théâtre du Rideau vert par Denise Filiatrault. Fascinant croisement entre un clown lubrique, une femme fatale et un animateur caustique, il règne sans partage sur les nuits dansantes du Kit Kat Klub dans un Berlin qui s'étourdit pour tenter d'oublier la montée du nazisme.

«Au départ, c'est un personnage magnifique, assure le comédien pour expliquer sa performance



Le comédien François Papineau, flamboyant maître de cérémonie de *Cabaret*.

étourdissante. J'ai le privilège de faire un personnage qui est un outil assez idéal. Tant mieux si, en plus, c'est un personnage outrancier! Dans la vie, on doit être correct et, comme j'ai la possibilité de ne pas l'être sur scène, j'en profite. C'est un personnage qui offre une grande liberté: il faut se donner à soi-même la permission d'être baveux. On a chacun notre façon d'être délinquant, et je pense que c'est ma délinquance qui transparait là-dedans...»

Le bruit ambiant

Pile à l'heure malgré la circulation de midi — il se déplace à vélo —, cheveux bruns en désordre, jeans et polo blanc immaculé,

l'homme qui se présente au rendez-vous n'a pourtant rien d'un délinquant. Détendu, le geste mesuré, il ne lui reste en fait qu'un legs du MC extraverti qu'il incarnait la veille: un timbre éraillé qui oblige à tendre l'oreille. «Une voix de lendemain de show», s'excuse le comédien.

De toute façon, il ne fallait pas s'attendre à assister à un tour de chant impromptu ou à un numéro de vedette. Autant François Papineau est prêt à briller à la scène, autant il préfère se faire discret à la ville. Par tempérament et par conviction, il se tient en général loin des médias.

VOIR PAGE A 8: PAPINEAU

## Santé mentale: le Québec peut faire mieux

Le réseau de première ligne joue mal son rôle, estiment les CLSC

BRIAN MYLES

Les services de santé mentale connaîtront sous peu une petite révolution de l'ampleur du «virage ambulatoire»: le réseau de la première ligne devra s'impliquer davantage dans le traitement et le dépistage de maladies en constante progression.

En clair, les omnipraticiens, le personnel des CLSC et des groupes communautaires devront en faire plus, et travailler en équipe afin d'endiguer la détresse psychologique, un mal affectant un Québécois sur cinq.

À l'heure actuelle, la première ligne se soustrait à ses responsabilités à l'égard des patients souffrant de troubles mentaux, estime l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec. Dans un document dont *Le Devoir* a obtenu copie, l'association jette les bases d'une réforme qui passe par la mise en commun des expériences, une meilleure coordination des services et un renversement radical des responsabilités entre le réseau de la première ligne (CLSC, groupes communautaires, centres de crise, etc.) et celui de la deuxième ligne (hôpitaux et cliniques spécialisées).

Le constat réalisé par l'Association des CLSC et des CHSLD est décevant. Quinze ans après la mise en œuvre de la politique de désinstitutionnalisation, les omnipraticiens hésitent encore à se pencher sur les cas de santé mentale, les renvoyant aux spécialistes à l'œuvre dans les hôpitaux et cliniques psychiatriques. Résultat? Les malades viennent gonfler les listes d'attente au lieu de recevoir des soins.

Les omnipraticiens hésitent encore à se pencher sur les cas de santé mentale

VOIR PAGE A 8: SANTÉ

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 5	Météo.....	B 4
Convergence.....	B 7	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 5
Décès.....	B 4	Religions.....	B 6
Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 6



## • LES ACTUALITÉS •

## Charest veut accroître les investissements américains au Québec

JOCELYNE RICHER

Québec — Le premier ministre Jean Charest veut doubler d'efforts en vue d'amener au Québec davantage d'investisseurs américains, qui ont eu tendance ces dernières années à regarder ailleurs.

Pour atteindre cet objectif, le premier ministre Charest a réuni durant tout le week-end, au Château Frontenac, une cinquantaine de leaders, dont des experts des relations Québec-États-Unis, des dirigeants d'organismes et plusieurs dirigeants d'entreprises, qui avaient reçu le mandat de recenser les moyens d'intensifier les relations économiques entre le Québec et les États-Unis et de lever les obstacles à ce projet.

Parallèlement, le premier ministre veut être davantage présent aux États-Unis et multiplier les rencontres de haut niveau. Depuis son accession au pouvoir, il y a un an et demi, M. Charest a déjà rencontré une dizaine de gouverneurs et le prochain sur la liste sera le gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney, à qui il rendra visite à Boston, en novembre.

Toujours dans le but de renforcer les liens, M. Charest envisage aussi la possibilité de mener à l'étranger des missions conjointes avec certains gouverneurs américains. La première de ces missions pourrait avoir lieu en Haïti, au début de 2005, en compagnie du gouverneur de la Floride, Jeb Bush, qui est venu à Montréal en juillet dernier. Quant à la rencontre du Château Frontenac, tenue à huis clos, c'était une première du genre, et M. Charest espère qu'elle aura des suites.

Il s'est dit flatté d'avoir réussi à déplacer «des gens de si haut calibre», pendant trois jours pour échanger sur ces questions.

«En soi, juste le fait que l'événement ait eu lieu a été un signal très encourageant. Les relations personnelles pèsent dans la balance. Cela nous met en lien direct, en contact di-

rect avec des gens qui ont des intérêts au Québec, et avec des Québécois qui investissent aux États-Unis. Cela nous permet de consolider ces liens», a-t-il ajouté. Peu d'informations ont filtré des échanges et des présentations, qui visaient surtout à prendre le pouls du milieu des affaires des deux côtés de la frontière.

On a su, cependant, que certains ont reproché au gouvernement du Québec d'être trop présent dans l'économie et le capital de risque, et qu'il se montrait trop tatillon côté réglementation pour les entreprises. D'autres ont souhaité que soient allégées les mesures administratives retardant le transport de marchandises ou de personnes aux postes-frontières.

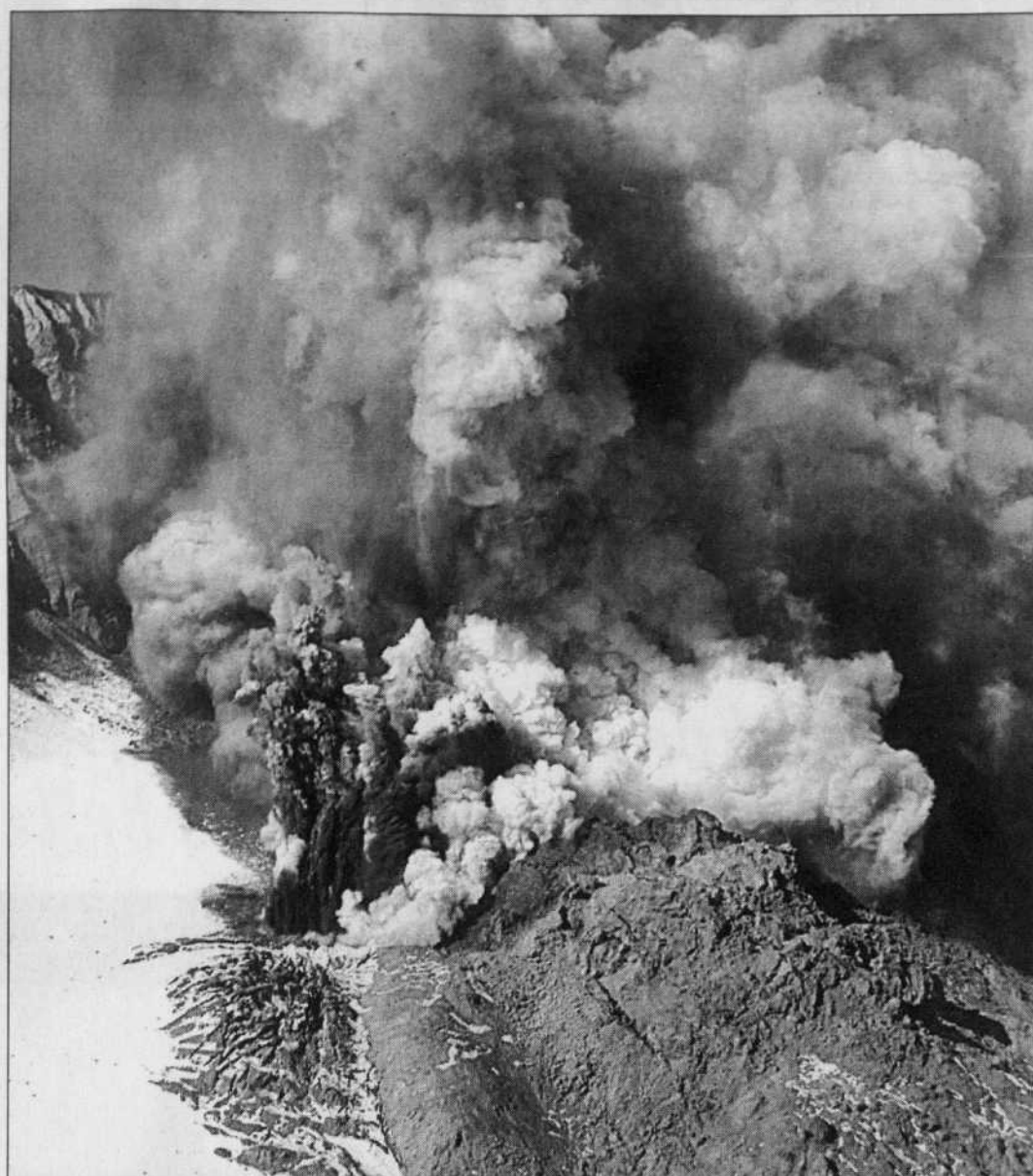
### Concurrence

De plus en plus, le Québec doit composer avec la concurrence d'économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, notamment, d'où l'importance de savoir jouer du coude et de faire valoir les atouts du Québec, a expliqué M. Charest, pour justifier son opération de séductions. Chaque fois qu'il en a l'occasion, il fait valoir que la qualité de la main-d'œuvre et les bas coûts de l'électricité devraient convaincre les investisseurs de s'installer au Québec plutôt qu'ailleurs, surtout avec «un baril de pétrole à 50 \$, qui devient un facteur encore plus important, dans un contexte d'incertitude sur le plan énergétique».

Par ailleurs, la rencontre aura permis au premier ministre de mieux décoder le système politique des États-Unis, «qui est très différent du nôtre, d'où l'utilité pour nous d'avoir les discussions qu'on a eues en fin de semaine, pour pouvoir mieux comprendre et composer de façon aussi efficace que possible avec le système politique américain».

Quelque 60 % du Produit intérieur brut du Québec (PIB) est relié aux échanges commerciaux entre le Québec et son puissant voisin du sud.

Presse canadienne



Le Mont St. Helens en colère vendredi: une première depuis l'éruption de 1980.

JOHN PALLISTER REUTERS

## Attente de l'éruption au Mont St. Helens

Mont St. Helens, État de Washington — Les sismologues estimaient hier qu'une éruption du Mont St. Helens était imminente, alors que des centaines de curieux se massaient le long des routes du parc national de l'État de Washington, à distance respectueuse du volcan. Tôt hier, une deuxième longue secousse sismique, après celle de samedi qui a provoqué l'augmentation du niveau d'alerte à son maximum, ainsi que des émissions de gaz, laissent penser que le magma est en mouvement à l'intérieur

du volcan, ont expliqué les chercheurs de l'US Geological Survey. La foule attendait la suite à quelque 13,5 km du lieu, après l'évacuation de centaines de touristes de l'observatoire plus proche, à la suite de la forte secousse enregistrée et à un jet de vapeur. Les chercheurs ne savent cependant pas trop à quoi l'éruption pourrait ressembler. Hier à la mi-journée, si la montagne avait l'air calme, des séismes avaient lieu «plusieurs fois par minute», après une longue vibration sismique ayant duré 25 minutes dans

la matinée. Le Mont St. Helens, qui culmine à 2250 m, est situé dans «l'anneau de feu» qui encercle l'océan Pacifique. Il reste le plus actif des 12 volcans de la Cascade Range, chaîne volcanique qui s'étend de la Californie à l'État de Washington.

En 1980, une éruption du Mont St. Helens avait fait 57 morts et atteint, avec ses pluies de roches et de cendres, des villes dans un rayon de 400 km.

Associated Press

Géant de la photographie

## Décès de Richard Avedon

New York — L'Américain Richard Avedon, qui a donné ses lettres de noblesse à la photographie de mode tout en obtenant la reconnaissance de la critique pour ses portraits austères des puissants et des célèbres en noir et blanc, s'est éteint vendredi à l'âge de 81 ans. Il a été victime d'une hémorragie cérébrale le mois dernier alors qu'il prenait des clichés à San Antonio, au Texas, pour un projet intitulé De la démocratie. Il travaillait depuis des mois sur ce sujet pour le magazine *The New Yorker* qui envisageait de publier, avant la présidentielle du 2 novembre, ses photographies d'hommes politiques, de délégués et de citoyens, prises dans tous les États-Unis.

Richard Avedon est mort dans un hôpital de San Antonio, a affirmé Perri Dorset, porte-parole de l'hebdomadaire. «Nous avons perdu l'une des plus grandes imaginations visuelles de la dernière moitié du [XX<sup>e</sup>] siècle», a regretté David Remnick, rédacteur en chef de *The New Yorker*. L'influence d'Avedon a été immense. Il avait une approche radicale de la photographie de mode, utilisant des décors extravagants comme les rampes de lancement de la NASA ou les pyramides d'Égypte.

Ses clichés sensuels ont contribué à l'avènement de top-modèles comme Naomi Campbell et Cindy Crawford au tournant des années 1980 et 90. Mais il a exploré aussi une autre voie avec ses portraits, sans concession et souvent peu flatteurs, qu'ils représentent Marilyn Monroe ou Michael Moore.

«Le résultat peut se révéler impitoyable», a remarqué un jour Richard Layco, critique au magazine *Time*.

Associated Press

EN BREF

## Le Québec multiculturel à l'honneur

La semaine qui débute sera sur le thème du multiculturalisme dans tout le Québec, alors qu'on présente la deuxième édition de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles. Un peu partout sur le territoire, des activités sont organisées autour du thème «Un monde de dialogues»: sensibilisation de la population en région à la contribution des personnes immigrantes, promotion de la place qu'occupent les communautés culturelles dans le paysage québécois, mobilisation des organismes autour des enjeux en relations interculturelles, contact des femmes immigrantes qui vivent isolées... On espère ainsi stimuler l'échange et raffermir les liens entre les Québécois de toutes origines. Le programme des activités est au [www.mrci.gouv.qc.ca](http://www.mrci.gouv.qc.ca). — *Le Devoir*

## l'événementiel politique

Un agenda des événements destiné aux politiciens, députés, ministres, maires, enseignants, chercheurs et militants

L'Événementiel politique est un calendrier mis à jour chaque semaine, qui regroupe par exemple les congrès et conseils des partis au Québec, les activités partisanes grandes et petites, les élections, les débats, les conférences de presse, les colloques universitaires portant sur la gouvernance... et ce, pour tout le territoire québécois.



Voir un extrait : [www.evenementiel.qc.ca/politique](http://www.evenementiel.qc.ca/politique)

514 526-3100 • [info@evenementiel.qc.ca](mailto:info@evenementiel.qc.ca)

## Paris s'associera au 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec

Paris — Toujours à la recherche d'un «geste urbain durable» pour marquer les 400 ans de la fondation de Québec en 2008, le maire Jean-Paul L'Allier n'écarte pas l'idée de réaménager la controversée place de Paris.

M. L'Allier l'a laissé entendre en fin de semaine au terme d'une visite de quatre jours à Paris.

Vendredi, le maire a été reçu par son homologue parisien Bertrand Delanoë. Celui-ci a confirmé à cette occasion que sa ville s'associerait aux commémorations. Il est encore trop tôt, évidemment, pour dire de

quelle manière se traduira cet engagement. Le maire Delanoë souhaite en tout cas que l'événement soit souligné dans les deux capitales. À Québec, le maire L'Allier, fidèle à ses préoccupations, aimerait que Paris fasse un «geste» qui marquerait de manière intelligente le paysage urbain. Pourquoi pas une place publique, puisque «des Français savent en faire»? Mais la Ville Capitale possède déjà une place de Paris, au milieu de laquelle se dresse le fameux *Dialogue avec l'histoire*, un bloc recouvert de carreaux de marbre blanc réalisé par

Jean-Pierre Raynaud. La sculpture n'a jamais fait l'unanimité, on le sait. En l'inaugurant en 1987, Jacques Chirac, alors maire de Paris, avait lui-même porté sur l'œuvre un jugement assez expéditif, avaient raconté à l'époque des témoins de la scène.

Jean-Paul L'Allier admet que l'endroit pourrait être modifié pour «mieux correspondre» à ce qui l'entoure. Sur l'étendue d'un éventuel réaménagement de la place, le maire ne s'avance pas. «On n'en est qu'au début des discussions», rappelle-t-il. — PC

Aujourd'hui à 13h

Entrevue avec l'un des fondateurs de l'écologie moderne, PIERRE DANSEREAU.

MAISONNEUVE  
dès 11 h 30

Réalisation: Lucie Benoit

95.1 FM  
Première Chaîne  
Radio-Canada

[www.radio-canada.ca/maisonneuve](http://www.radio-canada.ca/maisonneuve)

# ACTUALITÉS



Chantal Hébert

## Le syndrome de la mort subite

Il y aura beaucoup moins de dignitaires que d'habitude pour l'inauguration en grande pompe de la première session du nouveau Parlement fédéral demain. Pour son second discours du Trône en moins d'un an, le premier ministre Paul Martin a réduit la liste des invités au minimum.

L'événement ne fournira donc pas l'occasion d'un grand rassemblement de la famille libérale pour célébrer l'aube d'un quatrième mandat plus nuageux, mais néanmoins consécutif. Quand on sait que les clans Martin et Chrétien sont plus susceptibles de se croiser devant les tribunaux que dans les salons ces temps-ci, on peut penser que la décision a inspiré du soulagement à bien des libéraux.

De toute façon, la personne la plus importante dans l'auditoire n'aurait pas été un ou une libérale de grand renom, mais plutôt le chef souverainiste de la troisième formation en nombre à la Chambre des communes. Demain, Gilles Duceppe devra à tout prix trouver son compte entre les lignes du discours du Trône libéral, faute de quoi le nouveau Parlement pourrait se retrouver sur un poumon artificiel avant même d'avoir respiré l'air de sa première période des questions. Tout indique que le chef bloquiste va avoir besoin de très bonnes lunettes.

Depuis les élections du 28 juin, l'idée que le Bloc québécois a désormais le pouvoir de vie ou de mort sur le gouvernement a souvent semblé n'être qu'une vue de l'esprit pour Paul Martin. En juillet, le premier ministre dépeçait même au front des Communes un général aussi ignorant du terrain québécois que de la langue française. On saura bien assez vite si la traduction simultanée suffit au leader parlementaire Tony Valeri pour saisir les subtilités bloquistes dont dépend la survie au quotidien du gouvernement.

En attendant, il ne manque pas d'autres signes indiquant que les libéraux ne sont pas pressés de prendre acte de ce que le verdict partagé du 28 juin signifie qu'ils vont devoir mettre beaucoup d'eau dans leur vin, en particulier à l'égard du Bloc. À les entendre jusqu'à présent, l'avènement d'un gouvernement minoritaire semble plutôt vouloir dire que les trois partis d'opposition ont désormais le devoir de mettre en œuvre le programme électoral libéral dans ses moindres virgules.

Selon eux, la vocation souverainiste du Bloc devrait même justifier l'abandon par l'opposition officielle de son rôle normal de chien de garde attiré du pouvoir pour celui de chien de poche parlementaire d'un gouvernement fédéraliste.

C'est ainsi qu'un avertissement la semaine dernière du chef conservateur Stephen Harper voulant qu'il ne faille pas compter sur sa formation pour faire passer le discours du Trône aux Communes a suscité des hauts cris dans les officines libérales.

Pourtant, il ne se trouve pas, dans les annales canadiennes, d'exemple d'opposition officielle qui aurait souscrit un discours du

Trône d'un gouvernement aussi minoritaire soit-il. C'est une chose d'appuyer ponctuellement un projet de loi et une autre d'avaliser l'ensemble d'un programme gouvernemental. Par définition, l'opposition officielle existe pour faire contre-pied au parti au pouvoir. Son devoir consiste à présenter des thèses de rechange à celles du gouvernement.

Tout la mécanique du débat sur le discours du Trône est axée sur l'existence des pôles opposés du pouvoir et de l'opposition officielle.

Pour négocier les virages en épingle qui se présentent sur sa route parlementaire, un gouvernement minoritaire a donc l'habitude de se tourner vers les tiers partis. Sauf que, dans ce cas-ci, le NPD n'a pas suffisamment de députés pour faire la différence entre la vie ou la mort du gouvernement. Quant au Bloc, le fait est qu'il n'est pas naturellement configuré pour avaliser un programme dont l'épine dorsale consiste en une série d'initiatives destinées à installer le gouvernement d'Ottawa dans les plates-bandes des provinces.

Demain, c'est d'abord dans le flou artistique du langage libéral que M. Duceppe ira vraisemblablement chercher son compte. Mais le chef bloquiste devra également trouver dans le texte des signaux clairs de ce que la formule asymétrique de la récente entente sur la santé servira de patron aux négociations à venir pour pouvoir fermer les yeux sur des initiatives que même le gouvernement fédéraliste en place à Québec perçoit comme des intrusions.

Faute de quoi, le chef bloquiste pourrait à terme devoir choisir entre des élections dont il ne veut pas ou une certaine soumission à la vision libérale. À première vue, le statut de candidat pressenti à la succession de Bernard Landry de Gilles Duceppe le rend encore plus incompatible avec le second scénario.

Cela dit, entre le noir et le blanc d'une bataille parlementaire sans merci, il y a une certaine zone de gris. Poussés au pied du mur, les libéraux pourraient encore préférer l'humiliation d'amender leur propre discours du Trône dans le sens de l'opposition à une défaite hâtive.

Même si le gouvernement décidait plutôt de persister et signer, la somme des votes bloquistes et conservateurs combinée à celle du seul député indépendant aux Communes est à peine supérieure à celles des libéraux et des néo-démocrates. Il suffirait de quelques absents bloquistes ou conservateurs pour que le gouvernement, avec l'aide du NPD, se tire d'une première épreuve de force avec ces deux formations.

On saura un peu mieux demain s'il faudra vraiment un début d'épidémie de grippe diplomatique dans les rangs de l'opposition pour éviter que le nouveau Parlement ne succombe rapidement au syndrome de la mort subite qui semble inscrit dans ses gènes.

chebert@thestar.com  
Chantal Hébert  
est columnist politique  
au Toronto Star.

Pour une septième année consécutive

## Hausse des inscriptions dans les universités, surtout en région

«Les causes exactes de ces nouvelles augmentations sont multiples»

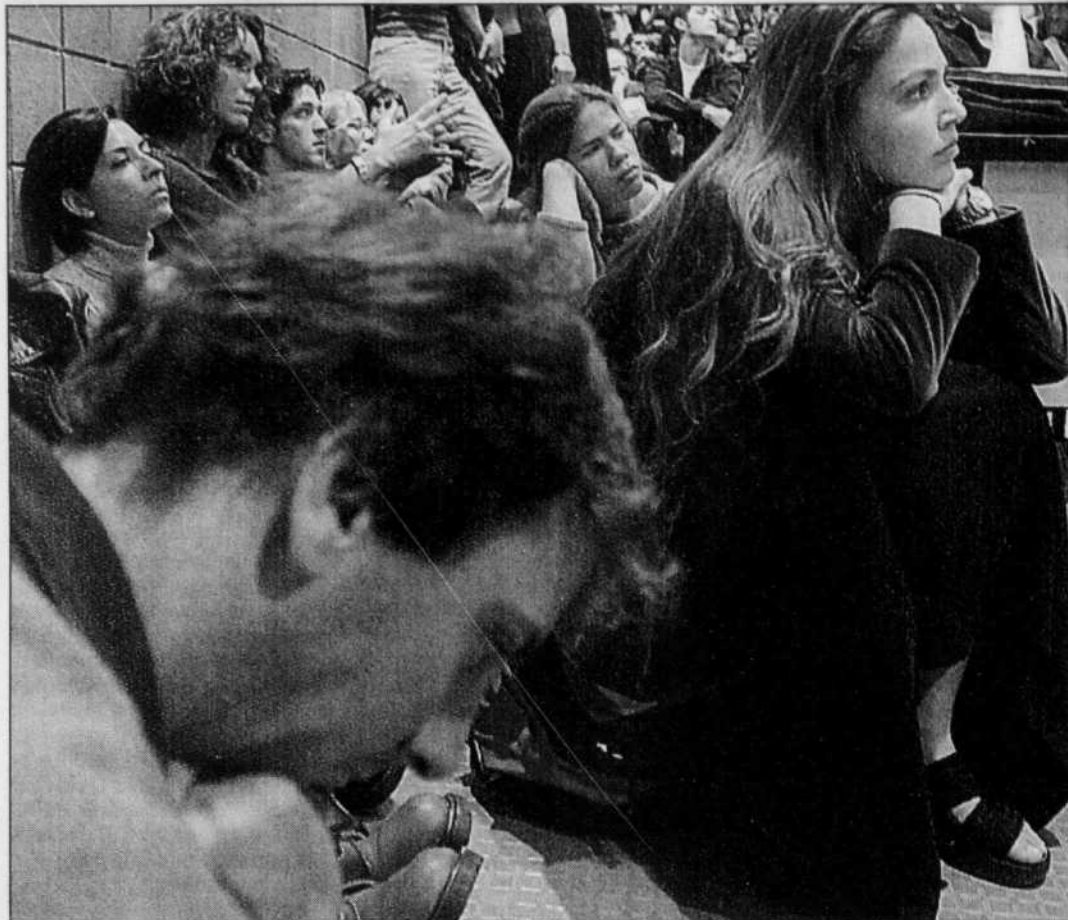
FABIEN DEGLISE

Les études universitaires attirent de plus en plus de candidats au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat au Québec où, pour une septième année consécutive, les inscriptions dans ces bassins de connaissance sont à la hausse. Surtout en région, un peu moins en finance et en génie et beaucoup chez la clientèle féminine, révèlent les données préliminaires sur les inscriptions de l'automne 2004 rendues publiques hier par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Globalement donc, le Québec voit les rangs de ses universitaires s'étoffer à nouveau avec une croissance dans ses universités des inscriptions à temps plein de 2,2 % par rapport à la même époque l'an dernier et de 0,9 % du côté des adeptes du temps partiel. Ces gains touchent principalement l'univers du 3<sup>e</sup> cycle (doctorat) avec une hausse de 9,6 %. Le 2<sup>e</sup> cycle (maîtrise) et le 1<sup>er</sup> cycle (baccalauréat) composent pour leur part avec une augmentation des inscriptions respectivement de 2,3 % et de 1,7 %.

Dans la catégorie «meilleurs résultats de recrutement», les nommés sont nombreux pour 2004. Et le gagnant, sans aucun doute, est l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) qui, cette année, voit le nombre de ses étudiants croître de 8,5 %. Une performance induite en partie par les inscriptions au doctorat — en hausse de 11 % —, mais aussi au premier cycle avec une croissance exemplaire par rapport aux autres universités de 10,5 % de ses nouveaux étudiants.

Contrairement aux idées reçues, intellectualisme et régions semblent donc très bien se conjuguer, comme en témoigne cette compilation de chiffres orchestrée par la CREPUQ. Et l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) ne peut que s'en réjouir. En 2004, cette institution, qui arrive en troisième place des universités les plus atti-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Globalement, le Québec voit les rangs de ses universitaires s'étoffer à nouveau.

rantes après l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), a en effet dû augmenter le nombre d'élèves dans ses classes ou tout simplement faire plus de place dans ses murs pour accueillir 5,3 % de plus de nouvelles têtes à instruire. Et les aspirants docteurs en science ou art y sont encore une fois pour beaucoup.

Ailleurs sur le territoire québécois, l'Université de Montréal se porte elle aussi très bien avec des inscriptions en 2004 en hausse de 4 %. L'institution qui borde la rue Édouard-Montpetit devance en matière de recrutement l'Université du Québec à Trois-Rivières (+3,2 %),

l'Université de Sherbrooke (+3 %) ainsi que l'Université du Québec à Montréal (+2,9 %).

Pour leur part, l'École des hautes études commerciales (HEC) ainsi que l'École polytechnique ont vu le nombre de leurs étudiants fondre un brin en 2004, avec des inscriptions à la baisse, respectivement de 2,8 % et de 2,3 %.

Dans l'ensemble, «les causes exactes de ces nouvelles augmentations sont multiples et peuvent varier d'un établissement à l'autre», a indiqué hier la CREPUQ par voie de communiqué. Mais l'organisme les attribue toutefois à la mise en place dans les dernières années de me-

sures «de persévérance et de réussite aux études [...], à l'implantation de nouveaux programmes ainsi qu'au recrutement plus intensif auprès des étudiants étrangers».

Autre explication: l'engouement des filles pour les études universitaires. Cette année, elles représentent en effet 58 % environ des effectifs totaux recensés dans les universités du Québec.

Elles sont également majoritaires dans les programmes de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>e</sup> cycle et se rapprochent lentement de 50 % dans les programmes de doctorat.

Le Devoir

Loto Québec		Résultats		GAGNANTS		LOTS				
<b>7</b>	Tirage du 2004-10-01	7/7	0	5 000	000,00 \$	6/7+	4	85	295,10 \$	
		6/7	94	2	431,20 \$	5/7	5 635	144,80 \$		
		4/7	119 899	10,00 \$		3/7+	110 512	10,00 \$		
		3/7	997 369	Participation gratuite						
Complémentaire: (06)										
Ventes totales: 14 369 994 \$		Prochain gros lot: 7 500 000 \$								
<b>649</b>	Tirage du 2004-10-02	6/6	1	4 841	930,00 \$	5/6+	0	324	836,20 \$	
		5/6	161	1	666,70 \$	4/6	8 399	60,50 \$		
		3/6	147 939	10,00 \$		2/6+	92 459	5,00 \$		
		Complémentaire: (32)								
Ventes totales: 16 151 088 \$		Prochain gros lot (appr.): 4 000 000 \$								
<b>649</b> DES GROS LOTS PLUS GROS, PLUS SOUVENT										
<b>Quebec</b>	Tirage du 2004-10-02	6/6	0	1 000	000,00 \$	5/6+	0	50	000,00 \$	
		5/6	21	500,00 \$		4/6	974	50,00 \$		
		3/6	19 135	5,00 \$		Complémentaire: (34)				
Ventes totales: 524 860,00 \$										
<b>Extra</b>	Tirage du 2004-10-01	<b>Extra</b>	Tirage du 2004-10-02							
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT							
618649	100 000 \$	246957	100 000 \$							

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

## Destinations

**Auberge de la gare**  
COMPLEXE HOTELIER

Le charme d'une auberge...  
Le cachet d'un grand hôtel...

**RÉSERVATION**  
1 866 778-8085

Avec nos compliments  
- Petit-déjeuner continental - Stationnement  
- Tarif d'affaires à partir de 86\$

Auberge de la Gare 205, St-Joseph, Gatineau (secteur Hull) Qc J8Y 5X3  
Tel.: (819) 778-8085 Fax: (819) 595-2021

**Près de tout**

- Centres-villes d'Ottawa et de Gatineau
- Meilleurs restaurants de la région
- Casino du Lac Leamy
- Pistes cyclables
- Parc de la Gatineau
- Terrain de golf

[www.aubergedelagare.ca](http://www.aubergedelagare.ca)

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514-985-3456 : : : : : jdebilly@tedevoir.com

## Changez d'airs.

Parce que la diversité musicale a besoin d'espace,  
la radio publique crée une nouvelle chaîne, Espace musique.

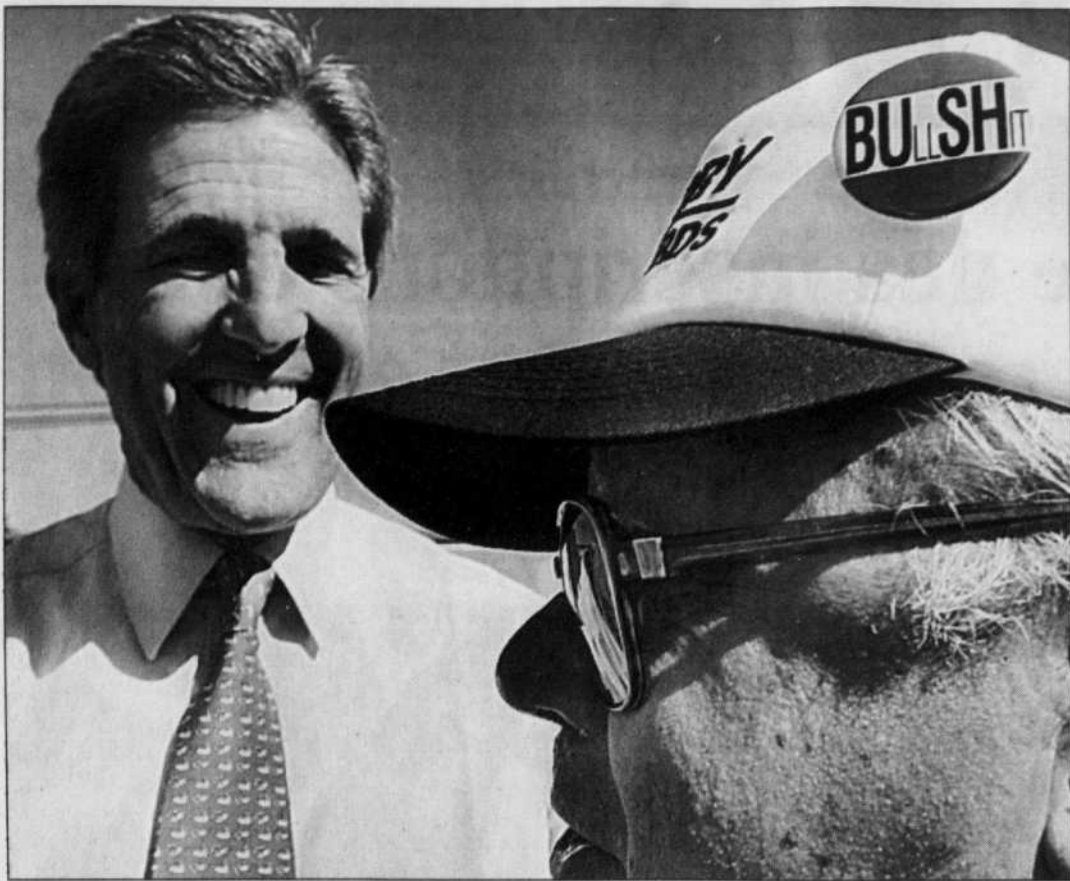
Classique Jazz Chanson Musique du monde



ESPACE  
**MUSIQUE**  
100,7 FM

[www.radio-canada.ca/radio](http://www.radio-canada.ca/radio)

## • LES ACTUALITÉS •



John Kerry et un anti-Bush, hier, dans l'Ohio.

## Élection présidentielle américaine

## Kerry, le préféré des Québécois

De tous les Canadiens, les Québécois sont les moins intéressés par l'élection américaine et ceux qui ont la perception la plus négative d'une éventuelle réélection de George W. Bush.

Un sondage Léger marketing, qui a été remis à la Presse canadienne, révèle en effet qu'à peine 31 % des Québécois se disent intéressés par l'élection présidentielle américaine.

À titre de comparaison, 58 % des Ontariens se disent intéressés par cette élection — réponses «assez» et «très» intéressés additionnées —, voire 69 % des Albertains et 61 % des Britanno-Colombiens.

Dans la même veine, les Québécois sont beaucoup plus nombreux que les citoyens des autres provinces à percevoir négativement une éventuelle réélection du président américain

George W. Bush, le 2 novembre prochain. Ainsi, 67 % des Québécois estiment que sa réélection aurait des répercussions négatives sur la sécurité et la paix dans le monde. Quelque 54 % des Canadiens pensent ainsi. À titre de comparaison, seulement 37 % des citoyens des provinces atlantiques pensent que la réélection de George W. Bush aurait un impact négatif et 51 % des Ontariens.

Par ailleurs, s'ils votaient à l'élection américaine, 56 % des Canadiens dans leur ensemble accorderaient leur vote à John Kerry. De toutes les provinces, c'est au Québec que le candidat démocrate recueillerait le plus de votes, puisque 69 % des Québécois préféreraient voter pour lui.

La nette avance de M. Kerry au Canada ne surprend pas le politologue Pierre Martin, selon lequel le

phénomène illustre une tendance identifiée ailleurs dans le monde. «Il n'y a pas beaucoup de pays où la course serait serrée. Peut-être qu'un ou deux pays donneraient une étroite majorité [au président républicain] Bush, mais il faudrait vraiment chercher.»

L'attitude des Québécois ne l'étonne pas plus. «Les Québécois sont moins conservateurs, ils étaient aussi plus favorables à [l'ex-président démocrate américain] Bill Clinton, par exemple.»

Le sondage a été réalisé auprès de 1502 adultes au pays, du 21 au 26 septembre dernier. Il comporte une marge d'erreur de 2,5 %, 19 fois sur 20. La marge d'erreur est évidemment encore plus grande lorsqu'on analyse les résultats par province, l'échantillon étant alors plus petit.

Presse canadienne

## EN BREF

## Courir pour le cancer du sein

À Montréal, comme à Québec et ailleurs dans une quarantaine d'autres villes au Canada, des dizaines de milliers de personnes ont marché et couru hier afin de recueillir des fonds servant à combattre le cancer du sein. L'événement La Course à la vie a ainsi permis d'amasser 1,25 million de dollars au Québec, une somme supérieure à l'objectif fixé. À Montréal, 12 000 personnes ont participé à la course au centre-ville. Dans le reste du pays, les organisateurs avaient bon espoir d'avoir réussi à recueillir les 18 millions désirés. L'an dernier, au Canada, 160 000 personnes avaient participé à la course.

Plus de 17 millions avaient été recueillis. Le cancer du sein est celui qui cause le plus de décès chez les femmes de 35 à 55 ans. Au pays, une femme sur neuf va développer ce cancer au cours de sa vie. Chaque année, elles sont près de 21 000 à recevoir un diagnostic de cancer du sein. — *Le Devoir*

## Les avocats de l'aide juridique manifestent

Sans convention collective depuis juin 2002, les avocats de l'aide juridique du Québec entreprennent cette semaine une nouvelle série

de «piquetages symboliques» devant le Palais de justice de Montréal. Ils manifesteront ainsi jusqu'à jeudi, entre 8h et 9h, rue Notre-Dame Est. Les avocats demandent au Conseil du trésor le renouvellement de la convention collective et le maintien de la parité avec les procureurs de la Couronne. Leurs homologues à la Cour ont obtenu dernièrement une augmentation de salaire qui laisse les avocats de l'aide juridique avec un retard de plus de 10 000 \$ au haut de l'échelle salariale. Historiquement, les procureurs de la Couronne, les avocats de l'aide juridique et les juristes de la fonction publique obtenaient sensiblement le même salaire. — *Le Devoir*

## Réunion du FMI et de la Banque mondiale

## La flambée du brut menace la croissance mondiale

CHRISTOPHE VOGT

Washington — Les grands argentiers des 184 pays membres du FMI et de la Banque mondiale ont souligné le dynamisme de l'économie mondiale et le risque lié à la flambée du brut lors de leur assemblée annuelle à Washington, mais ont déçu les avocats de l'annulation de la dette des plus pauvres.

«La croissance mondiale du Produit intérieur brut cette année devrait être la plus forte depuis près de 30 ans», a rappelé le directeur général du Fonds monétaire international, Rodrigo Rato, devant l'assemblée des deux institutions de Bretton Woods hier à Washington.

«Une performance remarquable» à ses yeux, seulement trois ans après le ralentissement de 2001. Le Fonds prévoit une hausse de 5 % du PIB mondial cette année et de 4,3 % l'année prochaine.

Mais les menaces planent et en premier lieu le prix du baril de pétrole, passé au-dessus de 50 dollars pour la première fois la semaine dernière. C'est deux fois plus qu'il y a un an. Le G7, réuni vendredi à Washington, y voit un «risque». Le comité monétaire et financier international, qui détermine la stratégie du FMI, a appelé à la mobilisation générale. Il faut, selon eux, augmenter la production, rendre le marché plus transparent et donc

moins sensible à la spéculation mais aussi réfléchir à une politique énergétique des pays consommateurs «supportable et efficace». Mais l'efficacité de ces recettes apparaît limitée en cette période de demande très forte, notamment à cause du boom économique chinois.

Les autres principaux risques sont connus, comme les déficits records américains, la nécessité de procéder à des réformes en Europe et au Japon et une plus grande souplesse des taux de change de la Chine. Elle a été invitée pour la première fois à dîner avec le G7 pour apprendre à mieux se connaître.

La grande déception vient de l'absence d'accord sur l'annulation de la dette des pays pauvres, dont le fardeau empêche l'amélioration du sort des populations les plus démunies. Les organisations non gouvernementales en avaient pourtant l'espoir. Mais le G7 comme le comité du FMI ont seulement promis d'étudier la question plus avant et de faire un rapport pour la fin de l'année.

Les propositions pour trouver les fonds nécessaires ne manquent pas: réévaluation de l'or du FMI ou vente d'une partie du métal jaune comme le proposent certaines ONG, une taxe internationale suggérée par la France et le Brésil, un nouveau fonds de financement proposé par la Grande-Bretagne ou l'accent mis sur les dons par les États-Unis. Gordon Brown, le mi-

nistre britannique des Finances a voulu voir le verre à moitié plein: «C'est remarquable qu'il y ait un consensus maintenant sur l'allègement nécessaire de la dette».

«Une fois de plus, les pays riches n'ont présenté que leurs calepins et pas leurs carnets de chèques et le prix en sera payé par les plus pauvres du monde», a rétorqué un conseiller de l'ONG Oxfam.

La dette irakienne a également été discutée. Le G7 a promis de trouver une solution pour réduire la dette de 120 milliards de dollars d'ici la fin de l'année. Les positions se rapprochent, selon le ministre français des Finances, Nicolas Sarkozy, mais pas encore assez.

Devant tous les membres de l'assemblée générale, James Wolfensohn, le président de la Banque mondiale dont le mandat expire en juin 2005, a choisi la provocation. Il a souligné que le monde reste très éloigné des objectifs du millénaire de l'ONU, qui prévoient entre autres une réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015.

«Tous les cinq ans, se tient une réunion internationale pour juger des progrès. Habituellement, nous arrivons à la conclusion que nous n'avons pas tenu nos objectifs. On distribue les blâmes et les compliments, et on repart pour cinq ans», a déploré M. Wolfensohn.

Agence France-Presse

## Selon une note interne

## L'Agence de santé publique devrait loger à Ottawa

DEAN BEEBY

Ottawa — C'est Ottawa et non Winnipeg qui aurait dû accueillir le siège de la nouvelle Agence canadienne de la santé publique, et ce, afin d'éviter les problèmes qu'ont connus les États-Unis lorsqu'ils ont installé leur propre agence hors de Washington, selon une note de Santé Canada.

Obtenu en vertu de la Loi d'accès à l'information, ce document interne a été rédigé en mars dernier, soit plusieurs mois avant que le gouvernement fédéral n'installe le dirigeant de la nouvelle agence à Winnipeg.

Vu la nature du rôle du responsable de l'agence, et «étant donné les coûts élevés et les perturbations importantes qu'entraîneraient le transfert de personnel et d'activités, il semble sage d'utiliser les bureaux, les laboratoires et le personnel [1100 employés] existants à Ottawa comme siège administratif de la nouvelle agence.»

Juste avant les élections fédérales déclenchées en mai, le gouvernement libéral a annoncé que

le nouvel organisme compterait deux «piliers»: un bureau à Ottawa, chargé principalement de la planification et de la coordination, et un bureau à Winnipeg, qui aurait pour tâche de superviser la réaction médicale à toute épidémie.

Mais le 24 septembre, le rôle prédominant de Winnipeg est devenu évident, quand il a été annoncé que le docteur David Butler-Jones dirigerait l'agence depuis la capitale manitobaine.

Ce nouvel organisme, dont la mise sur pied a été proposée dans la foulée de l'épidémie de SRAS à Toronto, l'an dernier, s'inspire largement des Centers for Disease Control and Prevention aux États-Unis, qui sont basés à Atlanta.

Or selon la note de Santé Canada, les autorités médicales américaines ont soumis que l'implantation des cadres dirigeants des centres de contrôle et de prévention de la maladie à Atlanta, et non à Washington, pose d'énormes problèmes de coordination et de gestion, et que si la chose était à refaire, l'organisme logerait vraisemblablement à Washington. Selon des observateurs,

la décision de faire de Winnipeg le siège de l'agence canadienne est purement politique: le premier ministre Paul Martin désirait renforcer la popularité des libéraux dans l'ouest du pays, en déclin depuis une décennie.

Le docteur David Naylor, auteur d'un rapport fédéral extrêmement novateur sur la crise du SRAS, recommandait la création de la nouvelle agence. Le D<sup>r</sup> Taylor était favorable à l'installation de son siège administratif à Ottawa, et non à Winnipeg, une opinion qu'il a réitéré au cours d'une récente interview.

Pour le D<sup>r</sup> Butler-Jones, le fait d'être basé à Winnipeg est logique, étant donné la grandeur du territoire canadien. La ville est située au centre du pays, ce qui lui permettra de se rendre facilement dans n'importe quelle autre partie du pays, si besoin est, a-t-il fait valoir.

Il a cependant reconnu qu'il passerait probablement plus de temps à Ottawa qu'à Winnipeg au début de son mandat.

Presse canadienne



Toute la semaine à 16 h 15

Portrait des nouveaux avant-gardistes montréalais

DÉSAUTELS

dès 15 h

Réalisation : Ginette Viens

95.1 FM  
Première Chaîne  
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/desautels

# LE MONDE

## Samarra reprise, les Américains se tournent vers Fallouja

Bagdad — L'armée américaine a lancé trois attaques en 48 heures sur Fallouja, dans le sillage de la reprise de Samarra aux insurgés, et ces opérations contre les bastions rebelles devraient se poursuivre avec l'objectif d'assurer les élections dans tout le pays.

Les opérations «sur le terrain se déroulent bien», mais «il serait prématuré de dire qu'elles sont finies», a déclaré sur la chaîne de télévision CNN la conseillère de la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, qui s'est félicitée de la participation, couronnée de succès, des forces irakiennes au côté des soldats américains.

«Notre stratégie consiste à contrôler les villes d'Irak d'ici à fin décembre de manière à ce que des élections libres et honnêtes puissent être organisées en janvier», a expliqué le général américain Erv Lessel, porte-parole en chef de la Force multinationale dirigée par les Etats-Unis.

«Il n'y a pas d'autre option possible que le recours à la force militaire de manière significative» lorsque les rebelles refusent de désarmer et de participer au processus politique, a estimé l'officier.

Mais le Comité des oulémas irakien, l'organisation la plus représentative des sunnites d'Irak, a qualifié de «massacres» les attaques de l'armée américaine à Samarra (au nord de Bagdad), où au moins 150 personnes ont trouvé la mort en

deux jours, et à Fallouja (à l'ouest de la capitale), où deux personnes ont été tuées et dix blessées hier, selon un médecin.

Pour leur part, le vice-premier ministre italien Gianfranco Fini et le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa ont préféré mettre l'accent au Caire sur la nécessité «d'encourager le dialogue» national en Irak afin de parvenir à la réconciliation et à la stabilisation du pays.

A l'issue d'une rencontre avec le président égyptien Hosni Moubarak, M. Fini a exprimé ses «doutes» à propos de l'organisation en Egypte de la conférence internationale sur l'Irak, que, par ailleurs, son pays «approuve»: «s'il n'existe pas encore d'accord pour la tenue de cette réunion [...], c'est en raison des doutes de certaines parties sur [...] le caractère international» de l'Egypte pour l'abriter, a-t-il ainsi dit.

L'Irak, quant à lui, a fait savoir qu'il participerait à cette conférence prévue pour fin novembre.

Le ministre britannique des Affaires étrangères Jack Straw a reporté sine die la visite qu'il devait effectuer mercredi au Caire et où il devait notamment discuter de la situation en Irak, selon les autorités égyptiennes.

Alors que le sort des otages continuait de préoccuper la communauté internationale, les corps d'un homme décapité et d'une femme tuée par balles ont été dé-

couverts au sud de Bagdad. Ils n'avaient aucun papier sur eux, et leur nationalité n'est pas connue.

Quant à l'Armée islamique en Irak, qui a enlevé deux Libanais, outre deux Indonésienne et six Irakiens, elle a sommé le gouvernement de Beyrouth de retirer ses ressortissants d'Irak.

Ce groupe détient aussi deux journalistes français, enlevés le 20 août au sud de Bagdad et pour la libération desquels le député français Didier Julia a mené une opération privée très critiquée qui a semé la confusion sur leur sort.

### Julia sur la sellette

Le président français Jacques Chirac, plusieurs membres du gouvernement ainsi que l'opposition de gauche ont condamné l'initiative du député qui pourrait, selon eux, compromettre la libération effective des deux journalistes français.

Didier Julia avait reconnu vendredi que son entreprise avait échoué, accusant l'armée américaine d'avoir empêché le convoi transportant les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot d'arriver en Syrie, une affirmation démentie par l'armée américaine. Son collaborateur censé se trouver en Irak, Philippe Brett, a disparu dans la nature.

De son côté, le frère de Kenneth Bigley, le Britannique otage en Irak depuis le 16 septembre, a an-

noncé avoir demandé l'aide du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi pour aider à sa remise en liberté.

Dans le même temps, un négociateur britannique de confession musulmane impliqué dans les négociations visant à la libération de Kenneth Bigley a affirmé un prudent optimisme sur sa libération par le groupe Tawhid wal Jihad (Unité et guerre sainte), de l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarqawi, selon le journal *The Independent*.

Sur place en Irak, la Force multinationale a cédé au contingent sud-coréen le contrôle des affaires civiles et de la construction dans la région kurde d'Erbil.

Des dizaines de manifestants kurdes ont défilé à Kirkouk pour exiger le départ des Arabes qui ont été incités à s'établir dans cette ville pétrolière du nord sous le régime de Saddam Hussein.

Les marines américains ont arrêté deux Syriens et un Palestinien durant un raid sur leur repaire près de la ville d'al-Qaém, à la frontière syro-irakienne, selon un communiqué militaire publié hier.

L'armée américaine et le gouvernement irakien accusent les combattants étrangers, venus notamment des pays voisins de l'Irak, d'être responsables en grande partie des violences dans le pays.

Agence France-Presse

## Coup de filet «historique» contre l'ETA en France

JULIE FRAYSSE

Bordeaux — Une vaste opération anti-ETA qualifiée d'«historique» par Madrid a permis hier l'interpellation dans le sud-ouest de la France de Mikel Albizu Iriarte, alias «Antza», le numéro un de l'appareil politique de l'ETA et la découverte d'importantes caches d'armes.

«C'est une opération d'une extrême importance, une opération que l'on peut assurément qualifier d'«historique», a déclaré à Madrid le ministre espagnol de l'Intérieur José Antonio Alonso à propos de l'arrestation d'«Antza» et de sa compagne Soledad Iparragirre Genetxea, dite «Anboto», à Salies de Béarn.

«C'est une belle bataille gagnée dans une guerre contre le terrorisme [...] C'est une très belle opération: il y a un responsable politique, ses seize complices, et puis aussi des caches d'armes, du matériel sophistiqué», a relevé le ministre français de la Justice Dominique Perben.

Le ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin a souligné que cette opération était le résultat d'un travail extrêmement patient, un travail minutieux.

Lors de cette vaste opération contre l'organisation séparatiste basque espagnole, les policiers ont découvert en France à Saint-Pierre d'Irube, Urrugne et Briscous trois caches d'armes souterraines avec des systèmes d'ouverture très sophistiqués renfermant notamment du chlorate, des armes, des explosifs et des lance-roquettes, selon une source policière.

M. Alonso a précisé que quelque 700 kg de dynamite et 500 kg de chlorate de potassium avaient été saisis lors de l'opération, de même que des armes et munitions.

Un tunnel de tir qui permettrait de s'entraîner à également été découvert sur un des sites, selon une source proche du dossier en France. A Ayherre, un gros stock d'armes et d'explosifs a été saisi, mais la cache est qualifiée de «moins importante» par les enquêteurs. A Hendaye, une importante documentation a été trouvée.

### L'ETA «décapitée»

Selon une source policière française, ce coup de filet est le «fruit d'une longue investigation commencée en 2000 par la Garde civile espagnole et la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG) français».

«On a raclé tous les fonds de tiroir de l'ETA en France», a fait remarquer un enquêteur spécialisé dans l'antiterrorisme, affirmant que l'ETA «est décapitée» et que «la grande partie de ses stocks ont été découverts».

Cette opération anti-ETA, destinée à «casser des dispositifs logistiques», avait démarré tôt hier matin dans sept villes du département des Pyrénées-Atlantiques et a mobilisé quelque 140 personnes de différents services de police français.

Dix-sept personnes ont été interpellées, selon des sources policières françaises, alors que le ministre espagnol de l'Intérieur fait état de «21 personnes».

En juin dernier, les policiers français et espagnols avaient réussi un important coup de filet contre les commandos de réserve de l'ETA en France avec l'interpellation à Limoges d'Ignacio Lopez de Vergara Astola, dit «Yves», considéré comme le chef présumé de cet appareil de formation et de recrutement.

Agence France-Presse

EN BREF

## La Turquie dans l'UE: Berlin et Ankara confiants

Berlin — Le premier ministre turc, en visite en Allemagne, a estimé hier que l'entrée de son pays, à majorité musulmane, dans l'Union européenne contribuerait à la «réconciliation entre civilisations». Il a dit avoir l'espoir que la Commission de Bruxelles recommanderait cette semaine l'ouverture des négociations d'adhésion. Le chancelier allemand Gerhard Schröder, favorable à l'entrée de la Turquie, a qualifié Recep Tayyip Erdogan d'«Européen de l'année». Il a également salué la Turquie en tant que «centre de stabilité dans la région». La Commission européenne doit rendre mercredi prochain son rapport sur la Turquie, assorti de ses recommandations sur l'ouverture ou non des négociations en vue de l'adhésion d'Ankara. — AP

## Inde: week-end meurtrier

Gauhati, Inde — Deuxième jour de violence dans deux Etats du nord-est de l'Inde: une nouvelle série d'attaques attribuées à des séparatistes ont fait hier sept morts au Nagaland et en Assam, portant le bilan des victimes à 57 morts et plus de 100 blessés au cours du week-end. Les derniers attentats ont visé un marché bondé, une plantation de thé et d'autres sites. En deux jours, pas moins de 17 attaques ont été dénombrées. Aucun suspect n'a été interpellé et aucune revendication n'a été rendue publique, selon la police. — AP

## La Slovénie passe à droite

Ljubljana — Les partis de droite ont mis fin hier à plus de dix ans de pouvoir du centre-gauche en Slovénie en remportant les législatives. Après dépouillement de 99 % des voix, le Parti démocrate (SDS), principale formation de l'opposition, est arrivé en tête du scrutin avec 29,1 % des suffrages. Il double ainsi pratiquement son score des législatives de 2000 (15,8 %). Les Démocrates libéraux (LDS, centre-gauche), au pouvoir pratiquement sans interruption depuis 12 ans, recueillent 22,8 % des suffrages, contre 36,2 % il y a quatre ans. — AP

AFGHANISTAN

## Nouveau coup de filet anti-talibans avant l'élection

SAYED SALAHUDDIN

Kaboul — Les forces de sécurité afghanes soutenues par des hélicoptères armés américains ont pris d'assaut dans la nuit de samedi à hier une maison abritant des talibans, tuant un homme et en arrêtant 15 autres, à moins d'une semaine de l'élection présidentielle du 9 octobre.

Le commandant local des forces de sécurité afghanes, Abdul Raziq, a déclaré que ses hommes avaient pris d'assaut l'habitation après un bombardement des hélicoptères américains. Un activiste a été tué et neuf autres blessés.

Cette opération, menée à Spind Boldak, dans le sud de l'Afghanistan, survient au lendemain de l'arrestation de 60 autres talibans, qui s'apprêtaient à traverser la frontière depuis le Pakistan pour venir perturber l'élection présidentielle afghane.

A Kaboul, les Nations unies affirment que la campagne électorale a été entachée par la partialité et les tentatives d'intimidation de certains responsables du gouvernement. L'ONU espère toutefois que le scrutin se déroulera de manière transparente, libre et équitable.

Un rapport de l'ONU montre que des responsables locaux ont ouvertement soutenu dans plusieurs régions du pays les candidatures du président sortant Hamid Karzaï ou de son principal concurrent Younés Qanuni.

«Ces éléments moins positifs, sans doute inévitables après 25 ans de guerre, sont contrebalancés, non seulement par le fait que les Afghans ont aujourd'hui le choix, mais surtout par leur souhait écrasant de voter et de créer un gouvernement qui représente toutes leurs préoccupations», a déclaré Filippo Grandi, numéro deux de la mission de l'ONU en Afghanistan.

«Les gens sont très impatients de voter», a-t-il dit avant d'ajouter: «Nous avons un sentiment partagé. Vous me demandez si l'environnement [de cette élection] est entièrement libre et équitable. Bien sûr que non. Mais, en contrepartie, les gens peuvent faire leur choix dans la plupart des régions du pays avec un degré re-



CAREN FIROUZ REUTERS

À moins d'une semaine de l'élection présidentielle du 9 octobre, des membres des forces de sécurité afghanes montent la garde à Hérat avec, en arrière-plan, des affiches électorales.

latif de liberté.»

Plus de 10,5 millions d'Afghans se sont inscrits sur les registres électoraux. Il convient d'y ajouter 300 000 à 500 000 réfugiés afghans au Pakistan et 600 000 en Iran qui sont également en droit de participer au scrutin.

### Soutien attendu

Favori de l'élection, Hamid Karzaï a reçu un nouveau soutien de poids en la personne de Burhanuddin Rabbani, dirigeant de la faction islamiste Jamiat-Islami et ancien président afghan.

«En vertu de précédents accords, la Jamiat annonce et accen-

ture son soutien à la candidature de Karzaï», a déclaré Rabbani, président afghan au milieu des années 1990 après le retrait des troupes soviétiques.

Cette annonce n'est pas une surprise étant donné que le genre de Rabbani, Ahmad Zia Masoud, est le colistier de Karzaï. Toutefois Rabbani a rappelé au président d'honorer ses engagements avec la Jamiat en sauvant en Afghanistan les valeurs religieuses et en luttant contre les influences étrangères et la corruption.

Reuters

## Répit à Port-au-Prince

Quatre ex-parlementaires sont toujours détenus

Port-au-Prince — Port-au-Prince a connu hier une journée calme, après les violences de jeudi et vendredi durant lesquelles au moins dix personnes, dont neuf policiers, ont été tués.

La journée de samedi, également sans incident, a été marquée par l'arrestation de quatre anciens parlementaires, proches de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, accusés d'être «à la base des actes de violence» perpétrés dans la capitale.

Les quatre hommes étaient toujours détenus hier en fin de matinée dans un commissariat, a-t-on appris auprès de la police.

Des policiers avaient encerclé pendant six heures la station de Radio-Caribes où s'était tenu un débat animé entre ces quatre anciens élus et des proches du premier ministre Gérard Latortue.

Dans le centre, où les magasins sont fermés le dimanche,

quelques étales de fruits et d'articles ménagers présentaient leurs marchandises.

Selon des témoins, des coups de feu ont à nouveau été entendus dans la nuit de samedi à hier dans la Cité Soleil (nord), ce quartier déshérité et réputé pour être le fief des partisans du président déchu Aristide.

À la cathédrale de Port-au-Prince, à deux pas du Palais national, siège de la présidence de la République, les fidèles ont été moins nombreux hier, a reconnu le Père Vital Médé, qui venait de célébrer une des quatre messes dominicales.

Dans la cathédrale, construite en 1928, dont la façade rose et blanche contraste avec la nef à l'architecture gothique, quelques Haïtiens priaient et une chorale répétait un chant religieux.

Agence France-Presse

## Brésil: égalité à la mairie de São Paulo

São Paulo — Mme Marta Suplicy, maire sortant de São Paulo du Parti des Travailleurs (PT) et José Serra, du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) sont à égalité au premier tour des élections municipales dans la principale ville brésilienne avec 40 % des suffrages chacun, selon un sondage sortie des urnes de l'institut de sondage IBOPE. Ce sondage comporte une marge d'erreur de 1,7 %.

La bataille pour la mairie de São Paulo devrait donc se décider au deuxième tour le 31 octobre. Cette bataille est considérée comme le principal enjeu des municipales brésiliennes, pre-

mier test électoral du président Luiz Inácio Lula da Silva depuis son élection il y a deux ans.

Le président brésilien est intervenu personnellement dans la campagne municipale pour soutenir Mme Suplicy, 59 ans, élue maire de la ville il y a quatre ans. Cette élection en 2000 avait été considérée comme un prélude pour le PT de Lula de la victoire nationale de 2002.

Cette année, Mme Suplicy est opposée à José Serra, candidat malheureux au second tour de l'élection présidentielle de 2002 contre Lula.

Agence France-Presse

Le droit à la mort ce soir 21h

Jeux de société avec Joane Prince

Choisir son heure.



Ça fait partie de la vie

## É D I T O R I A L

## Lira-t-on demain?

Pierre après pierre, chaque nouvelle étude, chaque nouveau bilan sur le livre au Québec trace un portrait plus désespérant. En dépit des apparences, l'important document *État des lieux du livre et des bibliothèques*, rendu public la semaine dernière, ne fait pas exception à la règle. Quand donc se réveillera-t-on?

**I**l y a bien des données sur lesquelles s'arrêter dans cet état des lieux de l'Observatoire de la culture et des communications au Québec qui passe au crible écrivains, éditeurs, distributeurs, librairies, bibliothèques et lecteurs. Le responsable du dossier le voit d'ailleurs comme «une collection de radiographies qui devraient permettre aux "médecins culturels" d'établir un diagnostic et de déterminer un traitement, s'il y a lieu».

Eh bien, l'heure est à l'électrochoc! Et c'est le ministère de l'Éducation qui doit d'abord administrer. Car toutes les données positives qu'on trouve dans le rapport (non, les écrivains ne partagent pas les conditions des artistes maudits; jamais il n'y a eu autant de titres québécois; jamais n'ont-ils occupé, avec 49 % des livres vendus — en excluant les manuels scolaires —, une telle part de marché) doivent se lire en relief avec la dernière section du rapport, celle portant sur les lecteurs — et particulièrement sur les jeunes.

Le survol de 20 ans de lecture au Québec laisse place à un constat troublant: avant, lecture et scolarité allaient de pair. Plus maintenant. Il est affligeant de lire dans le document des phrases comme: «L'habitude de lire des livres se perd chez les étudiants, comme si la lecture de livres était devenue de moins en moins nécessaire pour réussir ses études.»



Josée Boileau

En fait, on compte moins de lecteurs de livres aujourd'hui chez les jeunes que par rapport à 1979, et la baisse la plus marquée se trouve chez les étudiants. En 1979, 79 % des jeunes suivant des études s'affichaient comme lecteurs; en 1999, la proportion s'établissait à 59 %. Et avec la fin des études vient aussi, pour bon nombre, la fin de tout rapport au livre.

«Si l'école demeure la voie privilégiée d'accès à la connaissance, on peut maintenant s'interroger sur sa capacité à former un lectorat pour le livre», note donc le document. Qui ajoute: «la lecture de livres n'est pas suffisamment développée pour persister après la disparition du cadre scolaire.»

La démocratisation de l'enseignement dans les années 60 avait pourtant créé des lecteurs dans un Québec qui en manquait grandement. D'ailleurs, les gens qui sont aujourd'hui dans la quarantaine lisent toujours, plus même que les autres groupes d'âge. Mais ils n'ont pas eu de relève. Du coup, l'écart entre les moins scolarisés et les autres se réduit pour la plus mauvaise des raisons: «à cause d'un délaissement de l'habitude de la lecture de livres parmi les personnes scolarisées». C'est un dur constat d'échec qui, dans nos sociétés du savoir où l'écrit occupe une place prépondérante, n'a pas lieu d'être et devrait tenir lieu d'obsession nationale.

Au lieu de quoi, l'apathie est complète. Les bibliothèques des écoles primaires et secondaires, on le sait, sont dans un si piètre état que l'Observatoire ne pouvait, avec le budget de recherche dont il disposait, en tirer des données fiables. Celles des cégeps, dont on parle beaucoup moins, présentent pour leur part un tableau à pleurer.

A peine 1,7 % du budget des cégeps est consacré aux bibliothèques (les *community colleges* américains sont à 4 % et se sont donné 6 % comme objectif). Il ne reste en moyenne qu'un bibliothécaire par cégep en 2003 (dix cégeps n'en ont pas du tout!) contre 2,5 en 1976. Et cette brave personne dessert aujourd'hui plus du double d'étudiants qu'en 1976.

On n'achète plus grand-chose non plus, ramenant peu à peu l'endroit à un lieu d'entreposage. Une bibliothèque n'est pourtant pas un musée, comme le note le rapport! Même l'arrivée d'Internet ne peut justifier un tel état d'abandon.

Un gouvernement responsable, un ministère de l'Éducation qui a conscience de l'essence même de sa mission, devrait faire de la lecture un cheval de bataille. Le Parti québécois avait amorcé le travail avec sa Politique de la lecture et du livre en 1998. Il aurait fallu passer à la vitesse supérieure, mais les libéraux ont plutôt utilisé les freins.

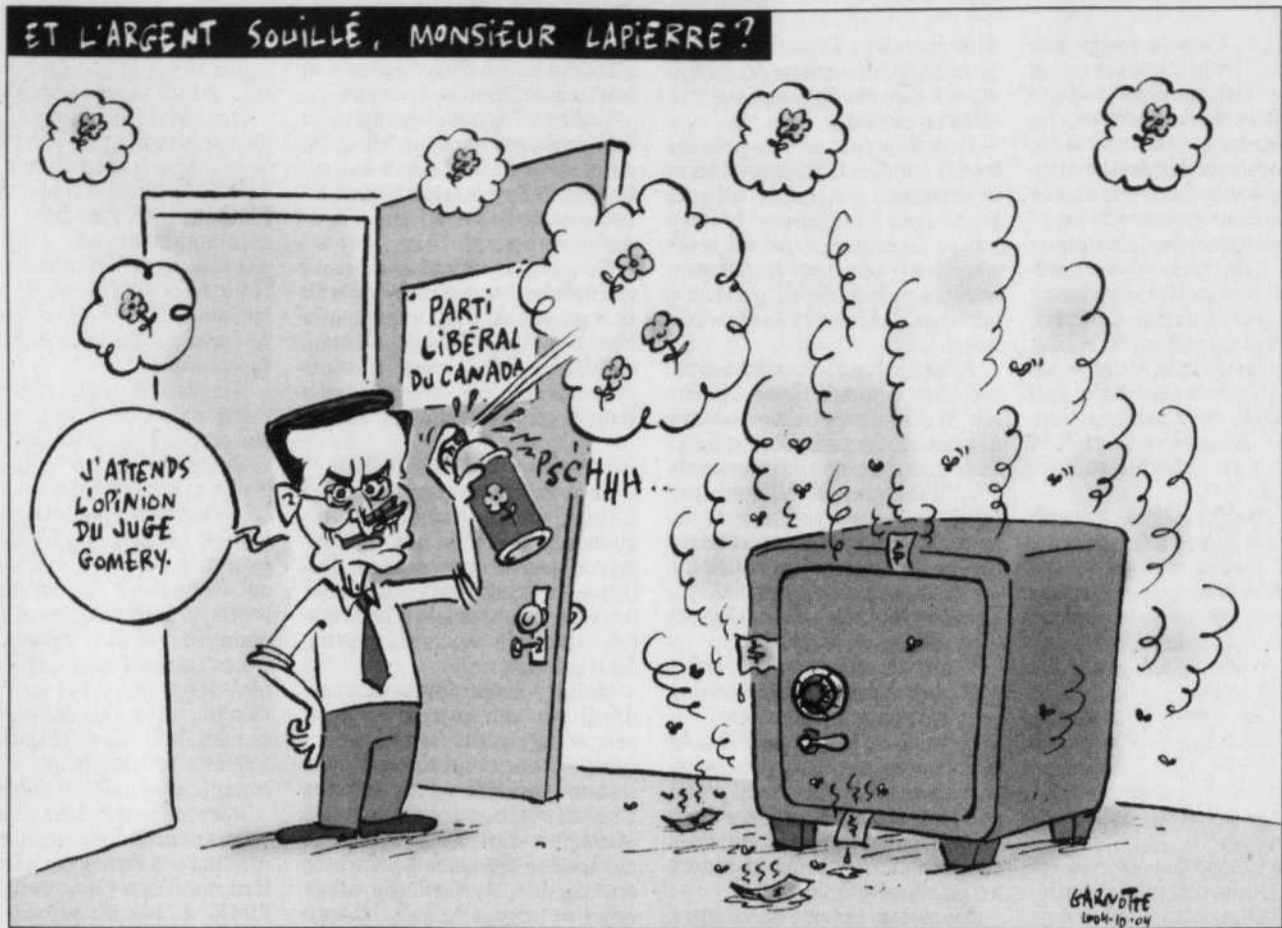
Il est vrai que les impacts d'une telle déliquescence ne se virovent qu'à long terme. Les *baby boomers* sont si nombreux qu'ils contribueront encore pour un moment à la vitalité, fragile mais réelle, du livre québécois. Mais qu'en sera-t-il dans 20 ans, dans 30 ans. La petite percée de la lecture au Québec en dehors de l'élite n'aura-t-elle été qu'une parenthèse? C'est Duplessis qui doit en rigoler un coup.

jboileau@ledevoir.ca

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

## Bibliothèques: posez-vous des questions!

Un rapport publié sous le titre *État des lieux du livre et des bibliothèques* publié par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec fait état globalement de la situation des bibliothèques des collèges publics québécois en 2003.

Rien de nouveau ou presque depuis 20 ans: la proportion du budget alloué aux bibliothèques dans les collèges n'a cessé de diminuer, passant de 3 % du budget général en 1976 à 2,1 % en 1992, à 1,7 % en 2003. On a réduit les dépenses en réduisant le nombre de bibliothécaires. Une dizaine de bibliothèques de collèges n'ont plus de bibliothécaires! Impensable en Occident!

Si votre bibliothèque collégiale n'a aucun bibliothécaire professionnel diplômé d'une école de bibliothéconomie et des sciences de l'information (Université de Montréal, McGill, London), posez-vous des questions.

Si votre bibliothèque n'offre pas une large sélection de livres sur les enjeux actuels et si elle ne souscrit pas des abonnements sur papier et en ligne à des revues spécialisées, posez-vous des questions.

Si votre bibliothèque ferme à 17h l'après-midi, posez-vous des questions. Si votre bibliothèque n'offre pas d'encyclopédies en ligne, des revues en ligne et surtout des ateliers de formation documentaire pour l'usage de ces ressources, posez-vous des questions.

Si elle n'offre pas des vidéos documentaires, des DVD, des disques compacts, des cédéroms et d'autres médias, posez-vous des questions.

Bref, posez-vous la question: dois-je pour-

suivre mes études dans ce cégep?

Heureusement, plusieurs directeurs et directrices des études de collèges et de cégeps savent que la bibliothèque est un élément majeur de la réussite scolaire et de l'ouverture au monde. Cliquez sur [www.cegepgranby.qc.ca/biblio](http://www.cegepgranby.qc.ca/biblio) pour vous en convaincre...

**Daniel Marquis**  
Coordonnateur, Bibliothèque, audiovisuel et soutien aux TI  
Cégep de Granby Haute-Yamaska

## Un parti de hors-la-loi...

Par ses propos récents d'autonomiste autoritaire, le chef de l'ADQ Mario Dumont vient de démontrer qu'il possède des tendances mégalomaniaques à vouloir édifier sans le nommer comme tel, un parti de hors-la-loi.

Car, en définitive, c'est bien ce à quoi aboutirait son idée d'une autonomie arrachée de force et sans négociations avec un État légitimement déjà constitué (le Canada) auquel, jusqu'à preuve du contraire, lui, Mario Dumont, fait encore partie, qu'il le veuille ou non, tant que le Québec ne sera pas devenu un véritable pays.

Or, avant d'être ce pays jouissant d'une pleine autonomie acquise par voie référendaire démocratique, tout groupe qui tenterait de s'affranchir de sa propre autorité, des lois du pays auquel il appartient, serait à juste titre, considéré comme hors la loi.

Est-ce là l'objectif visé par les membres de l'Action démocratique du Québec? Je doute fort qu'un parti composé majoritairement de modérés du genre de Jean Allaire, son fondateur, ait pour ambition, à moyen terme, de se transformer en parti révolutionnaire et, si tel était le cas, Mario Dumont aurait dû proposer

tout simplement à ses membres de prendre tout de suite le maquis et de fourbir leurs armes en vue d'une éventuelle prise de pouvoir par la force.

Or ce noir scénario non seulement tiendrait d'un imaginaire débridé, mais serait la triste illustration de l'absence totale de jugement de la part d'un chef de parti qui ne sait plus où donner de la tête pour s'inventer une popularité fût-elle plus démagogique que le simple bon sens.

Ne serions-nous pas prêts bientôt à nous demander si le plus grand mal de l'ADQ actuellement serait nul autre que les prétentions dictatoriales de son chef?

Guy Milot  
Montréal, septembre 2004

## Stéphane Dion: rappel à l'ordre

Il est pathétique d'entendre Stéphane Dion qualifier d'irresponsables et illégaux les gestes que l'ADQ compte faire pour accroître l'autonomie du Québec. M. Dion aurait-il oublié que son propre parti a bafoué volontairement et ouvertement la loi sur les consultations populaires du Québec lors du référendum de 1995?

Prétend-il qu'en matière de légalité et de responsabilité le programme des commandites et le registre des armes à feu sont des exemples à imiter? M. le ministre devrait œuvrer à la protection de l'environnement et cesser de polluer l'esprit des citoyens avec ses commentaires aussi impertinents qu'arrogants.

Luc de la Sablonnière  
Professeur de lettres  
Collège François-Xavier-Garneau  
Québec, 29 septembre 2004

## LIBRE OPINION

## Un forum pour ouvrir le débat sur l'avenir

LORRAINE GUAY  
DIANE LAMOUREUX  
Réseau de vigilance

**A** lors que le gouvernement libéral-conservateur de Jean Charest concocte un forum national dans le plus grand secret, qu'il n'invite qu'une fraction de la société et qu'il impose des discussions à huis clos, le Réseau de vigilance — qui regroupe plusieurs groupes communautaires, des ONG et des centrales syndicales — invite au grand jour l'ensemble des mouvements sociaux québécois à débattre lors d'un forum populaire alternatif qui aura lieu les 6 et 7 octobre prochains au Palais des Congrès de Montréal.

Le Réseau de vigilance a pris l'initiative d'organiser ce forum parce que nous estimons nécessaire d'ouvrir un débat public sur les grands enjeux auxquels la société québécoise est confrontée. Nous pensons qu'il est nécessaire d'inclure et d'écouter toutes les forces sociales et les points de vue, d'organiser les confrontations, sans devoir déboucher sur l'unanimité et la pensée unique.

Nous ne pouvons accepter la pratique autoritaire et cachottière de ce gouvernement. L'année dernière, c'était l'utilisation de la procédure du bâillon pour empêcher tout débat à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, ce sont les retraites fermées. Plutôt que de favoriser le débat public sur les enjeux publics, ce gouvernement répand la culture organisationnelle du conseil d'administration qui se réunit derrière des portes closes. Ce qui n'est pas sans nous rappeler une certaine clôture qui avait figuré la ville de Québec lors du Sommet des Amériques en avril 2001.

## Contre le rétrécissement des horizons

Le document concocté par le gouvernement, pompeusement intitulé «Briller parmi les meilleurs», loin d'apporter des solutions novatrices aux problèmes de la société québécoise, nous invite à chercher du côté de nos voisins conservateurs des modèles dont on peut d'ores et déjà constater l'échec. Loin de nous proposer l'excellence et l'amélioration de nos institutions, il nous ramène au contraire au passé, à la mentalité du «on est né pour un petit pain».

Sous prétexte d'une fiscalité abusive et d'un déclin démographique, on veut nous vendre les vêtements usés du «tout au marché» et du «moins d'État à tout prix». Ce gouvernement s'acharne à nous imposer un avenir misérable et le rétrécissement de nos horizons.

Contrairement à celui du gouvernement, notre forum sera public et pluriel. Nous prenons au sérieux notre responsabilité civique; nous pen-

sons qu'il appartient aux citoyennes et aux citoyens de définir ensemble les termes du débat public et d'imaginer leur avenir. Celui-ci naîtra non seulement de nos luttes et de nos résistances par rapport à l'entreprise de démolition de nos instruments collectifs que propose le gouvernement, mais aussi de la confrontation des points de vue, du choc créatif de nos prises de position. [...]

## Favoriser le débat public

Le Forum populaire alternatif veut regarder en face les problèmes de la société québécoise. Nous aussi, nous voulons discuter d'économie, de services publics et de développement du territoire. Nous avons également des principes qui nous guident dans ce travail. Au déficit démocratique, au cynisme, aux dérives populistes, nous pensons qu'il faut répondre par plus de démocratie, plus d'inclusion et plus de participation citoyenne.

Nous estimons que l'État de droit est un bien précieux à préserver et à enrichir et que le système des droits dans l'ensemble de ses dimensions (civile, politique, économique, sociale et culturelle) doit prévaloir sur l'intérêt privé. Nous pensons que l'État doit être le garant de la justice sociale, pas du privilège.

Quand nous discutons d'économie, il nous semble essentiel que le politique régule les marchés et non l'inverse. Lorsqu'on nous parle d'une fiscalité abusive, nous voulons aussi prendre en considération que les impôts servent à financer les garderies, les allocations familiales, l'assurance automobile, le développement régional et local, la culture, etc. Serions-nous vraiment plus riches si soudainement tous ces services étaient privatisés et coûtaient plus cher comme c'est le cas dans les autres provinces canadiennes ou chez nos voisins du sud?

Lorsque nous pensons travail, il nous semble important de prendre aussi en considération le travail de soins qui est encore principalement le lot des femmes et qui sert à humaniser notre monde et à produire une richesse qui se mesure en qualité de vie.

Lorsqu'on nous présente l'état des finances publiques, nous aspirons à plus de transparence. Nous voulons discuter de ce qui est à l'extérieur du périmètre comptable du gouvernement. Nous voulons aussi connaître ce qui advient des profits des sociétés d'État...

## Services et régions

Des services publics de qualité et accessibles sont essentiels, non seulement pour la cohésion et la justice sociale, mais aussi pour notre développement économique. Une culture riche et diversifiée, une popu-

lation scolarisée et en santé, de l'eau potable, de bonnes voies de communication, des transports publics, des infrastructures sociales, des ressources énergétiques fiables et renouvelables contribuent non seulement à la qualité de vie des générations actuelles et futures, mais constituent également des atouts à l'heure de la mondialisation économique et de la délocalisation des entreprises.

Vouloir s'en départir en créant des partenariats public-privé dans lesquels le public prend tous les risques et le privé empêche tous les profits, c'est vouloir transformer le Québec en une vaste société de sous-traitance.

Un territoire aménagé, ce n'est pas d'un côté une métropole où se concentre l'essentiel de l'activité économique et de la population, et le reste du territoire qui sert uniquement à des fins récréo-touristiques, de l'autre. Des activités structurantes, sur les plans économique et culturel, des institutions dynamiques, voilà qui peut contribuer au développement des régions.

Le déclin démographique n'est pas une fatalité. Trop de régions se sont vidées à la suite du départ de la seule entreprise, souvent étrangère, qui a d'abord pris soin d'épuiser une partie des ressources naturelles en bénéficiant de subventions gouvernementales généreuses. L'activité économique dans les régions risque d'être beaucoup plus durable si on fait appel à l'imagination des populations et qu'on leur donne les moyens pour favoriser leur développement. [...]

Nous savons que plusieurs diagnostics de la situation sont possibles et, par conséquent, plusieurs voies de solutions peuvent être explorées. Nous refusons de nous laisser piéger par la seule vision fataliste et catastrophiste que nous propose ce gouvernement pour mieux nous faire avaler les solutions qu'il envisage et qui ont pour noms «réingénierie» et privatisation.

Certes, nous ne sortirons pas du Forum populaire alternatif avec toutes les réponses, mais nous aurons au moins ouvert le débat. Nous espérons pouvoir le poursuivre avec l'ensemble de nos concitoyennes et aux citoyens et trouver d'autres occasions de susciter la réflexion civique.

Nous voulons également empêcher le gouvernement Charest de nous tirer vers le passé, même s'il prétend moderniser. Comment croire que les centrales thermiques, comme le projet du Suroît, représentent la solution énergétique de l'avenir? Comment penser que l'on éliminera la pauvreté en faisant la guerre aux pauvres? Comment développer les régions et y garder les jeunes si on les prive d'un nombre croissant de services publics? Comment assurer l'accès à l'éducation supérieure si on démantèle le réseau des cégeps? Voilà quelques-unes des questions que nous poserons au gouvernement et pour lesquelles nous voulons des réponses.

## IDÉES

Un paradoxe qui s'explique

## Le nationalisme dans un monde globalisé: toujours vivace

ALAIN DIECKHOFF

Directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales, Paris, et auteur de La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement (Flammarion, collection Champs, 2002)

Résumé d'une présentation livrée jeudi dernier dans le cadre de conférences sur les nationalismes majoritaires contemporains organisées par le Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales et la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, de l'Université du Québec à Montréal.

Ouzbékistan, Érythrée, Moldavie, Slovaquie, Timor-Leste, autant de noms d'États indépendants qui figurent désormais sur nos atlas, mais ils ne sont pas les seuls. Au cours des années 90, ce ne sont pas moins d'une vingtaine d'États qui ont vu le jour, la plupart sur les débris de l'empire soviétique, d'autres dans le cadre de décolonisations qui avaient été interrompues par des voisins expansionnistes comme l'Éthiopie ou l'Indonésie.

Et encore, cette comptabilité qui ne prend en compte que le critère de la reconnaissance internationale ne donne-t-elle qu'une image parcellaire et imparfaite d'un mouvement de revendication nationaliste beaucoup plus profonde. Du Pays basque au Kosovo, de la Flandre au Québec, les aspirations à l'indépendance politique continuent de s'exprimer avec force.

Trop souvent, cette effervescence est présentée comme un phénomène régressif et anachronique. Régressif parce qu'en valorisant des identifications particulières (culturelles, régionales...), ce nationalisme mettrait à mal la citoyenneté politique comme allégeance suprême transcendant les ancrages spécifiques. Anachronique parce que l'expression de ces nationalismes semble aller à l'encontre d'une dynamique de modernisation qui devrait, selon le sens commun, s'accompagner de l'arasement des différences.

Bien qu'appartenant à des familles politiques opposées, néo-marxistes reconvertis dans l'altémondialisme et néo-libéraux favorables à la globalisation économique se retrouvent sur un point: ils croient qu'un monde sans frontières est possible et que l'émergence d'un espace mondialisé rendra le nationalisme obsolète.

Ce diagnostic ne résiste pourtant pas à l'analyse car il repose sur un présupposé erroné: la multiplication des échanges économiques, la constitution de réseaux de communication mondiaux, la diffusion d'une culture de masse standardisée ne conduisent pas, mécaniquement, au reflux des identifications nationales. Et ce pour une raison très importante: le processus de modernisation dont la globalisation actuelle est l'ultime avatar a souvent des effets contrastés. S'il accélère le rapprochement entre les modes de vie et les représentations d'individus relevant d'univers sociaux et culturels très dissemblables, il réactive parallèlement les démarcations identitaires.

## Application au Québec

Le cas québécois vérifie pleinement cette dualité. Depuis la Révolution tranquille, la convergence entre anglophones et francophones n'a fait que croître. Alors que ces derniers constituaient les gros bataillons de la classe ouvrière au début du 20<sup>e</sup> siècle, ils ont connu une remarquable ascension sociale tant en termes de revenus que d'occupations professionnelles. Le taux d'urbanisation, les pratiques de consommation sont désormais quasiment identiques.

Même constatation sur le plan des comportements: le Québec s'est aligné sur le reste du Canada avec la baisse drastique de la pratique religieuse et de la natalité et l'augmentation considérable des divorces. Quant aux attitudes sur la question des libertés publiques, de l'éthique..., elles sont désormais similaires.



DESMOND BOYLAND REUTERS

Du Pays basque (sur la photo) au Kosovo, de la Flandre au Québec, les aspirations à l'indépendance politique continuent de s'exprimer avec force.

Pourtant, c'est au moment précis où les francophones se rapprochaient des anglophones que les premiers créaient le Parti québécois, porté au pouvoir en 1976, qui tentera à deux reprises de faire du Québec un pays souverain. Des francophones qui, alors qu'ils étaient 34 % à se définir comme Canadiens et 21 % comme Québécois en 1970, étaient respectivement 9 % et 59 % vingt ans plus tard.

Que les Québécois francophones baignent dans la même culture de consommation, qu'ils soient animés des mêmes idéaux de liberté individuelle et d'égalité que leurs voisins anglophones, n'empêche donc nullement une majorité d'entre eux de vouloir être reconnue comme «société distincte».

Penser qu'une similitude croissante — sur le plan des comportements, des valeurs — suffit à gommer toute tendance à la différenciation repose sur une confusion entre proximité sociale et convergence identitaire. Or la première peut exister sans que la seconde ne se réalise. Ce «décochage» est d'autant plus aisé si l'on a affaire, comme au Québec, en Catalogne ou en Flandre, à des «sociétés globales» dotées d'une structure sociale complète, d'institutions propres, d'un territoire spécifique et d'une culture particulière qui bénéficie pour sa perpétuation et sa diffusion de canaux relativement nombreux et structurés (écoles, médias, institutions, associations...).

## L'atout de la mondialisation

Ajoutons également que la mondialisation, loin d'avoir un effet uniformément niveleur, constitue aujourd'hui fréquemment un atout pour les «nationalismes régionalistes»: le marché mondial offre en effet à chacun le plus grand marché possible et donne aux Québécois, Catalans et autres Flamands la possibilité d'être directement insérés dans l'économie globalisée et donc de limiter leur dépendance par rapport aux marchés nationaux.

Cette valorisation de l'échelon subétatique ré-

pond d'ailleurs aux attentes des grands groupes internationaux qui ciblent de plus en plus leurs stratégies d'investissement et d'implantation non sur les États, mais sur des espaces plus circonscrits. Cette mutation a été parfaitement saisie par certaines élites nationalistes qui ont compris tout le parti qu'elles pouvaient en tirer dans leur stratégie d'affirmation politique.

Penser qu'une similitude croissante suffit à gommer toute

tendance à la différenciation repose sur une confusion entre proximité sociale et convergence identitaire

La Flandre a ainsi systématiquement mis en avant une panoplie d'atouts (infrastructures modernes, main d'œuvre qualifiée, ethos du travail...) pour attirer une kyrielle d'entreprises étrangères au nord de la Belgique, renforçant ainsi sa capacité économique par rapport au sud wallon. Dans le même ordre d'idée, l'intégration réussie d'une région à l'économie mondiale constitue un facteur positif dans la perspective d'une déconnexion politique à venir. Ainsi, au Québec, les exportations vers les autres provinces canadiennes ont baissé de 20 % en l'espace de 20 ans tandis que la part du commerce international n'a fait que croître.

Cette ouverture vers l'extérieur a été facilitée par la conclusion de l'accord de libre-échange nord-américain qui a transformé les États-Unis en premier partenaire du Québec. Cette autonomisation économique croissante constitue à l'évidence pour les nationalistes québécois un atout dans la mesure où elle réduit les coûts objectifs d'une éventuelle sécession.

Par quelque bout que l'on prenne le problème, une conclusion s'impose: la fin du nationalisme demeure une illusion. Certes, la mondialisation constitue un défi pour l'État-nation parce qu'elle réduit sa capacité de régulation, mais le nationalisme ne s'estompe pas pour autant. Parce que le processus de globalisation est dialectique, il donne aussi de nouvelles ressources aux acteurs nationalistes. En dépit de sa mort sans cesse annoncée, le nationalisme est pareil au Phénix de l'Antiquité: il renaît toujours de ses cendres.



Michel Venne

## Une fausse lutte contre la pauvreté

Le 13 décembre 2002, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Symbole fort. La société se fixait un objectif clair: tendre vers un Québec sans pauvreté.

Personne ne s'est alors étonné publiquement de l'unanimité des trois partis politiques (PQ, PLQ et ADQ) sur une loi d'orientation clairement à gauche. Comment trois partis défendant des idéologies aussi différentes (la social-démocratie, le libéralisme et le néolibéralisme) pouvaient-ils s'entendre sur une politique publique de cette nature? C'est que l'essentiel se cachait dans les détails. Et les détails étaient eux-mêmes dissimulés dans le plan d'action. Ce plan d'action n'est venu qu'en avril 2004. Il portait la signature du gouvernement Charest.

Les spécialistes des politiques sociales ont été une nouvelle fois étonnés. «Surprenant», écrit le politologue Alain Noël. Le plan d'action annonçait la fin des pénalités imposées aux prestataires qui refusent de participer à un programme de formation, des primes à l'emploi pour les travailleurs à faible revenu, une réforme de l'aide aux familles, la hausse du salaire minimum. Ce plan, écrit-il, va «contribuer à améliorer la situation de plusieurs ménages à faible revenu». Même le Collectif pour un Québec sans pauvreté y a vu «un effort louable». Voilà qu'on déchant.

Le 21 septembre (au lendemain des élections partielles, lorsque toute l'attention était tournée vers les résultats de ces élections), le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille dévoile un nouveau règlement qui réduit de 100 \$ par mois la prestation d'un jeune assisté social qui habite chez ses parents. Par derrière, le ministre rétablit la pénalité pour partage de logement abolie par le gouvernement précédent.

De même, il bafoue le principe du «barème planchers», un principe défendu par le PLQ en campagne électorale et qui lui a même valu d'être décrit, dans une manchette du *Devoir*, comme étant plus à gauche que le PQ.

Le plan d'action présenté par M. Bécharé en avril reconnaissait pourtant que les pénalités et les sanctions étaient inefficaces et nuisibles. Elles ne favoriseraient pas, comme le prétend désormais le ministre, le retour au travail.

On annonce également que le gouvernement resserrera, à compter du 1<sup>er</sup> décembre, les contrôles sur la possession d'avoir liquide par les assistés sociaux. Le plan d'action prévoyait pourtant revoir les règles de comptabilisation des épargnes et des actifs non pas pour les resserrer, mais au contraire pour favoriser l'autonomie des personnes et permettre à celles-ci de bâtir des projets à long terme. Encore un déni.

Le plan d'action trouve en partie son application dans le projet de réforme de la Loi sur l'aide sociale qui porte le nom de Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (projet de loi n<sup>o</sup> 57).

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté ne se peut pas. Le jour approche où la porte-parole du Collectif, l'incroyable Vivian Labrie, ira traiter le ministre Bécharé de menteur. Le titre du mémoire présenté par le Collectif à la commission parlementaire chargée d'étudier ce projet de loi en dit long: «Back to the future!».

D'«assistés sociaux sans contrainte à l'emploi» (autrement dit: aptes au travail) sortiront perdants de cette réforme, affirme le Collectif: prestations non pleinement indexées, incitations au retour au travail par la sanction; arbitraire et régimes particuliers; Mme Labrie soutient que ce projet de loi ramène le Québec aux années 1960 dans ce domaine.

Le spécialiste Alain Noël fait ressortir que le plan d'action est tout entier centré sur deux choses: l'incitation au travail (*making work pay*) et le soutien au revenu des jeunes familles. Mais le gouvernement laisse de côté d'autres aspects essentiels de la lutte contre la pauvreté. Si on veut inciter à retourner au travail, on ne prévoit aucune ressource supplémentaire, écrit-il, à cet égard. Il y a pourtant pénurie au Québec de mesures d'insertion, selon l'expert. Le plan ne compense nullement le coût grandissant de l'assurance-médicaments. Il ne comble que très partiellement les besoins en logement. Il ne s'encombre pas non plus de créer, comme le prévoyait la Loi visant à lutter contre la pauvreté, un comité consultatif ou un observatoire de la pauvreté qui nous permettrait de savoir si le Québec progresse ou régresse à cet égard.

Le gouvernement s'en tient, globalement à des réaménagements budgétaires qui lui permettent d'équilibrer ses comptes cette année. La philosophie innovatrice qui sous-tendait la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale est littéralement balayée sous la langue de bois et les liturgies. Plus ça change, plus c'est pareil. Aucune volonté d'adaptation aux réalités nouvelles.

Plusieurs facteurs rendent pourtant nécessaire un nouvel agencement du filet social. Le soutien au revenu devra prendre de nouvelles formes tout au long de la vie et tenir compte d'allers-retours sur et hors du marché du travail, pour un congé parental, pour un perfectionnement au cégep, pour une période de chômage. Camil Bouchard, avant d'être député, avait suggéré de remplacer l'assurance-emploi (de compétence fédérale) et l'aide sociale par une formule d'assurance citoyenneté unique. Une politique visionnaire reconnaît également l'importance de mobiliser les réseaux sociaux, les organisations communautaires, les entreprises, les écoles en vue de favoriser la responsabilisation des individus. Elle éviterait les pénalités et les sanctions et, au contraire, favoriserait l'accumulation d'actifs (le contraire de ce que fait le ministre), d'un patrimoine qui permette à un exclu de former des projets.

On en est loin. En fait, on tourne en rond... et à reculons. Déprimant.

michel.venne@inm.qc.ca

## Chronique d'une chirurgie ordinaire

YVES GINGRAS

Professeur, Université du Québec à Montréal

Au moment où le gouvernement du Québec se félicite d'avoir «arraché» à Ottawa des millions pour le système de santé qu'il s'approprie à redistribuer en baisses d'impôts, j'ai pensé que l'histoire très récente d'une chirurgie mineure (hernie inguinale bilatérale) pouvait apporter un éclairage digne d'un roman de Kafka sur la gestion des listes d'attente.

J'attends depuis environ deux ans d'être appelé pour subir la dite chirurgie d'un jour par laparoscopie. À l'automne 2002, j'ai reçu un appel pour passer quelques tests en prévision de la chirurgie. Comme ces tests (électrocardiogramme, prises de sang, pesée) sont valables pour trois mois seulement, j'en avais déduit que la date serait bientôt fixée. Un an plus tard, toujours rien. J'ai donc dû repasser les mêmes tests.

On m'a ensuite proposé deux dates (en octobre 2003 et en juin 2004) que j'ai dû refuser pour cause d'engagements importants déjà pris. Finalement, le 7 septembre dernier, on a fixé l'opération au 10 septembre. Je me suis alors dit qu'enfin c'en serait fini de ce petit problème. Quelle ignorance, quelle naïveté que de croire que, une fois le rendez-vous fixé, le reste allait de soi! En effet, le 9 septembre au matin, soit la veille de l'opération prévue, je reçois un appel m'apprenant, sans plus d'ex-

plication, que l'opération était annulée et remise au vendredi suivant, le 17 septembre.

D'abord surpris, je me suis dit qu'au fond ce n'était pas bien grave et j'ai modifié mon agenda en conséquence. N'ayant pas reçu d'appel le jeudi suivant, j'ai conclu que cette fois était vraiment la bonne et je me suis présenté à l'hôpital le vendredi matin à sept heures, à jeun, comme prévu.

Au moment de remplir les formalités d'accueil, la préposée semble préoccupée. Y-a-t-il quelque chose qui ne va pas? lui demandai-je. Elle m'annonce que l'on avait tenté de me joindre la veille au soir pour me dire d'arriver à neuf heures plutôt qu'à sept heures, mais que la ligne était occupée. Ouf! Ce n'était qu'un détail... Je m'installe donc dans la salle d'attente avec un livre. Quelques heures plus tard, on m'assigne une chambre. Je continue à attendre en lisant dans le corridor tout près de ma chambre.

## Le temps passe...

Vers midi trente, je commence à m'inquiéter et demande à quelle heure est prévue la chirurgie. Réponse: 13 heures. Je retourne à ma chambre et me repose un peu, lassé d'avoir lu de sept heures à midi sans arrêt. Vers 13 heures, l'infirmière vient prendre mes signes vitaux en m'expliquant qu'ils serviront de repère pour suivre mon état après l'opération. Elle me fait également signer quelques documents.

Comme le temps passe, je lui dis que je ne serais pas surpris qu'ils annulent encore une fois. Elle

semble incrédule et, vers 14 heures, je lui demande d'aller aux nouvelles car je doute que la chirurgie se fasse à l'heure du souper! Comme elle tarde à revenir, je me rends dans le corridor et l'observe de loin discuter avec la responsable de la section. Elle se tourne et, comme elle me voit, lève les bras, impuissante, pour m'indiquer que l'opération est annulée.

Elle semble très surprise, mais je lui dis que je ne le suis pas et que je commençais à m'en douter quand j'ai entendu à quelques pas de ma chambre une personne annoncer à un patient en robe de chambre, au milieu du corridor, que sa chirurgie était annulée et qu'on le rappellerait pour fixer une autre date.

Puisque je n'avais rien ingurgité depuis minutes la veille, l'infirmière a eu la gentillesse de m'apporter un jus d'orange et un yogourt avant de me laisser rentrer chez moi. En fait, tout le personnel a été très gentil et s'est dit vraiment désolé.

Mais ce qui me frappe, c'est l'incapacité de fournir une explication quelconque à cette gestion kafkaïenne. Il serait pourtant facile de dire qu'une urgence est survenue ou autre chose qui rendrait plausible et acceptable l'annulation de dernière minute. Mais encore aujourd'hui, je n'en sais pas plus et j'attends sagement un autre appel qui peut survenir n'importe quand, avec 24 heures de préavis.

La prochaine fois, cependant, j'apporterai avec moi, pour le relire dans la salle d'attente, un roman de Kafka...

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungier (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (pupitre édit, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précoart (responsable des pages thématiques), Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reluctants); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Marion Corneil (correspondantes parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Mariyse Hamelin, Alexandre Shields (commentaire); La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlene Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Legault, Amélie Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Michelle Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Sinaud (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Robert (secrétaires); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Zemaits, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Pilon, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lénard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Geneviève Duguay, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleurs), Ghislaine Lefebvre, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## SANTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

Le problème est criant du côté des jeunes. Au 31 mars 2002, 2600 mineurs attendaient des services de pédiopsychiatrie au Québec. Jean-Luc Parenteau a connu des parents qui ont dû patienter près de trois ans avant que leur enfant perturbé reçoive enfin un diagnostic pour des troubles mentaux sérieux. A l'inverse, il a vu des jeunes qui se retrouvaient devant un spécialiste pour des raisons discutables, comme un éveil sexuel précoce, ou une consommation de drogue abusive. «*La moitié des cas vis par des pédiopsychiatres sont des cas de CLSC*», affirme M. Parenteau, conseiller au développement et à la planification en santé mentale dans la région de Chaudière-Appalaches. Selon lui, la première ligne a le devoir de prendre l'initiative en santé mentale. Il en va du droit des citoyens de bénéficier de soins de santé adaptés à leur condition.

L'Association tiendra un colloque à Montréal, jeudi et vendredi, afin de dévoiler à ses membres les conclusions du rapport et de leur présenter des projets concrets aux retombées positives. Parce que tout n'est pas noir. Bien que certains services de première ligne considèrent les problèmes de santé mentale comme l'apanage des hôpitaux spécialisés, d'autres ont développé au fil des ans des approches efficaces.

L'Association des CLSC et des CHSLD cite en exemple le cas de Chaudière-Appalaches pour démontrer le bien-fondé de la réforme proposée. Dans cette région, les demandes de consultation pour un pédiopsychiatre sont désormais gérées par les CLSC, qui réalisent l'histoire sociale complète des jeunes malades avant de les orienter vers un service. Les cas légers sont traités en CLSC, et seuls les plus graves aboutissent chez un pédiopsychiatre. Ce mécanisme agit en quelque sorte comme un filtre, et il a permis de réduire le délai d'attente de 70 %, le tout, sans déboursier un sou de plus.

Plusieurs régions gagneraient à s'inspirer de cet exemple, y compris Montréal, où ce ne sont pas les ressources qui manquent, mais plutôt la cohésion. Dans l'analyse qu'il a réalisée pour le compte de l'Association des CLSC et des CHSLD, Jean-Luc Parenteau a recensé plus d'une vingtaine de lignes téléphoniques d'urgence, accessibles à toute heure du jour, chacune consacrée à une «*problématique*» bien spécifique. Il n'existe cependant pas d'équipe capable d'intervenir sur-le-champ en dehors des heures ouvrables. «*Tout le monde répond au téléphone, mais personne ne va sur le terrain*», lance M. Parenteau. «*Il n'y a pas un manque de ressources à Montréal, il y en a trois fois plus qu'ailleurs. Il y a un manque de coordination et de complémentarité, ce qui entraîne une duplication des services et une perte d'énergie*», ajoute M. Parenteau.

Selon M. Parenteau, la réforme coûterait entre 40 et 50 millions de dollars par année pour augmenter, entre autres choses, l'offre de services, jugée déficiente, pour les clientèles jeunesse et adulte. Elle entraînerait par ailleurs une redistribution des ressources entre les acteurs de la première ligne et les hôpitaux, qui accaparent actuellement les trois quarts du budget dévolu à la santé mentale. M. Parenteau estime que 60 % des fonds publics devraient revenir à la première ligne, le reste aux hôpitaux.

Le Devoir

## EN BREF

## Les employés de Shermag changent d'avis

Disraeli — Malgré l'annonce de la fermeture de l'usine, les travailleurs de Shermag de Disraeli, près de Thetford Mines, se sont prononcés hier à 57 % en faveur des offres patronales. Ils avaient pourtant rejeté massivement ces mêmes offres le 12 septembre. Pour le représentant syndical de la CSD, Simon Bussièrent, la balle est maintenant dans le camp de l'employeur. M. Bussièrent a indiqué que le syndicat avait informé le conciliateur dans ce dossier du résultat du vote en ajoutant que les employés étaient prêts à retourner au travail. Les offres patronales comportent notamment des augmentations salariales de 0,25 \$ l'heure par année pendant quatre ans. Le fabricant de meubles Shermag avait annoncé le 24 septembre qu'il avait décidé de fermer définitivement l'usine de Disraeli, paralysée depuis cinq mois par une grève. — PC

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canada est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## GUERRE

SUITE DE LA PAGE 1

a indiqué par voie de communiqué le CLP au terme de sa réunion.

Même refrain du côté des Nations unies où le secrétaire général, Kofi Annan, a exigé hier l'arrêt pur et simple de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza où, depuis le début des opérations, 66 Palestiniens ont perdu la vie. «*Le secrétaire général demande au gouvernement israélien de cesser ses incursions militaires dans la bande de Gaza*, a expliqué hier Ariel Sharon en entrevue sur les ondes de Radio Israël. *Il est nécessaire de faire cesser complètement les tirs de roquettes sur Sdérot et les autres villes situées le long de la frontière avec la bande de Gaza.*»

Pour arriver à ses fins, le gouvernement israélien a d'ailleurs décidé de ne pas lésiner sur les moyens. Depuis le début des hostilités, près de 2000 soldats et 200 véhicules blindés ont pénétré dans le nord de la bande de Gaza afin de mater les activistes palestiniens. Et les pertes humaines s'accroissent.

Rien qu'hier, deux membres du Jihad islamique et un militant du Hamas ont perdu la vie sous les tirs israéliens dans la ville de Beit Hanoun. Ils étaient soupçonnés de vouloir tirer une roquette artisanale de type Qassam vers le territoire israélien. Huit autres Palestiniens ont également été atteints par l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Jabalya où les attaques se sont concentrées hier. Selon des représentants de l'ONU, des bulldozers ont également été utilisés pour détruire de nombreuses

maisons, des rues et des arbres fruitiers.

Deux responsables de la branche armée du mouvement islamiste Hamas ont aussi été grièvement blessés dans une attaque d'hélicoptère israélien à Gaza la nuit dernière, selon des sources palestiniennes. Deux roquettes ont été tirées en direction des deux hommes, Mohammad Al Simri et Hassan al Jabari, alors qu'ils se trouvaient à proximité du domicile du premier, dans un quartier est de Gaza. Une Palestinienne a été également blessée dans l'attaque.

Dans son quartier général de Ramallah, Yasser Arafat n'a pas mâché ses mots pour commettre l'offensive orchestrée par Israël contre les Palestiniens en qualifiant cette opération de «*terrorisme d'État*» et en accusant Sharon de «*crime de guerre*». M. Arafat a également appelé ses fidèles à déposer les armes tout en restant fermes «*face à ces racistes, ces barbares et ces criminels*».

Le «*Jour de pénitence*» a aussi suscité de vives critiques et les inquiétudes du monde arabe qui a dénoncé l'inertie de la communauté internationale devant cette attaque armée. La Ligue arabe a d'ailleurs chargé le groupe arabe aux Nations unies de faire appel d'urgence à l'Assemblée générale ou au conseil de sécurité de l'ONU «*pour arrêter la guerre d'extermination israélienne contre le peuple palestinien*», selon un communiqué diffusé par la Ligue au Caire.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul, a pour sa part décrié cette nouvelle escalade de violence qui survient «*alors que l'Occident cherche à exercer des pressions et à tenter d'imposer un modèle pour des changements dans la région*» sans pour autant «*broncher*» devant ces attaques, a-t-il dit. Selon lui, cette attitude «*a des retombées négatives auprès des États de la région du Proche-Orient et auprès des communautés musulmanes*».

Ce nouveau chapitre, qui s'écrit dans les relations tendues entre Israéliens et Palestiniens, a porté hier soir à 4422 le nombre de personnes tuées depuis le début de la deuxième Intifada — la guerre des pierres —, fin septembre 2000. De ce nombre, 3398 sont des Palestiniens.

*Le Devoir*, avec Agence France-Presse, Reuters et Associated Press.

## KERRY

SUITE DE LA PAGE 1

«*À cette époque-là [2001], nous savions qu'il y avait des débats sur cette question dans la communauté de renseignement*». Mais «*les agences dans leur ensemble, aussi bien que le directeur de la CIA, étaient convaincus que ces tubes étaient probablement destinés à la fabrication d'armes nucléaires*», a-t-elle déclaré.

Mme Rice a assuré «*avoir appris plus tard que le département de l'Énergie pensait que ces tubes pourraient être destinés à quelque chose d'autre*».

La révélation du *New York Times* porte un nouveau coup à la crédibilité de l'administration sur le bien-fondé de la guerre en Irak et de sa politique étrangère en général à l'approche de deux débats importants, cette semaine, dans la campagne électorale.

## La «doctrine Kerry»

Pour se sortir de cette position inconfortable, l'organisation Bush a tenté hier de réorienter le débat en exploitant une petite phrase de son rival démocrate prise hors contexte lors du débat télévisé de jeudi dans laquelle John Kerry expliquait que toute action militaire préventive des États-Unis devrait «*réussir le test mondial*», à savoir être bien comprise par la communauté internationale.

Hier, Condoleezza Rice ne s'est pas privée de dénoncer les errements de la «*doctrine Kerry*». «*Que signifie exactement "réussir le test mondial"?*», a-t-elle ironisé sur CNN. «*S'agit-il du consensus de la communauté internationale y compris Cuba ou des pays comme cela?*» «*Pouvez-vous imaginer d'essayer de réussir le "test mondial" au Conseil de sécurité de l'ONU où siègerait la Syrie?*», a-t-elle ajouté. «*Ce qu'a fait le président lorsqu'il s'est occupé de l'Irak, c'était bien sûr d'aller devant la communauté internationale. Il y a eu explication après explication sur l'importance de répondre à cette menace. Mais vous ne pouvez jamais avoir 100 % de consensus. Nous sommes allés [en Irak] avec une large coalition. Certains n'étaient pas d'accord. Si la France et l'Allemagne ne sont pas d'accord, la question est de savoir si vous passez outre ou non*», a-t-elle dit.

Samedi, le président Bush avait déjà dénoncé la petite phrase de John Kerry prise hors contexte. «*L'approche du sénateur Kerry en politique étrangère donnerait aux gouvernements de pays étrangers un pouvoir de veto sur nos décisions en matière de sécurité nationale*», avait-il dit lors d'un rassemblement électoral dans l'Ohio, un des États les plus disputés pour l'élection du 2 novembre. «*Je continuerai à travailler avec nos amis et alliés pour défendre la liberté et la paix*», a ajouté le président républicain sortant. «*Mais quand il s'agit de décisions concernant notre sécurité nationale, elles seront prises dans le Bureau ovale pas dans une capitale étrangère*», a-t-il martelé.

Son adversaire démocrate qui, selon un sondage, est repassé en tête des intentions de vote est vite passé à la contre-offensive. Le sentiment d'avoir gagné le premier débat présidentiel sur un terrain où le président sortant

jouissait d'un avantage a été renforcé par le dernier sondage publié samedi par l'hebdomadaire *Newsweek*. Selon cette enquête, John Kerry est repassé en tête de la course présidentielle en recueillant 49 % des intentions de vote des électeurs inscrits contre 46 % à M. Bush. Cette avance reste toutefois dans la marge d'erreur estimée à plus ou moins 4 %.

«*Comme je l'ai dit lors du débat [de jeudi soir], et comme je le répéterai jusqu'à ce que les républicains cessent de déformer mes propos, je ne céderai jamais la sécurité des États-Unis à une nation ou institution*», a-t-il déclaré samedi soir à Washington.

«*Mais vous savez, je sais, tous les Américains savent, Dwight Eisenhower savait, Ronald Reagan savait, Richard Nixon savait, Gerald Ford savait et George Bush père savait que les États-Unis d'Amérique sont plus puissants lorsqu'ils mènent le monde et qu'ils dirigent des alliances*», a-t-il ajouté, faisant référence aux précédents présidents républicains pour mieux marquer leurs différences avec George W. Bush.

## Spot pour spot

Les républicains ont décidé de diffuser à partir d'aujourd'hui un spot télévisé qui ridiculise la «*doctrine Kerry*» de recours préventif à la force, soumise, selon eux, au veto de l'étranger. «*Devons-nous vraiment demander la permission des gouvernements étrangers avant de protéger l'Amérique?*», est-il ainsi demandé dans le spot. Après avoir d'abord décidé de ne pas répondre, l'entourage du sénateur du Massachusetts, dont le moral a été dopé par les commentaires le donnant nettement vainqueur de ce duel télévisé, a décidé samedi soir d'y répondre vigoureusement, lui aussi dans un futur spot télévisé. «*George W. Bush a perdu le débat et maintenant il ment à propos du débat*», peut-on lire dans le script de ce spot dont une copie a été distribuée à la presse.

«*Je ne laisserai jamais un pays décider de notre sécurité*», avait affirmé M. Kerry jeudi soir face à M. Bush. «*Le président a toujours eu le droit d'engager une guerre préventive [...], mais si on le fait, il faut prouver au monde qu'on le fait pour des raisons légitimes*», avait-il ajouté.

Par ailleurs, John Kerry se porte bien et s'est assuré hier de le faire savoir. Le candidat démocrate à la Maison-Blanche ne garde aucune trace du cancer de la prostate qui l'a tenu éloigné de la vie publique il y a moins de deux ans, rapportait hier le *New York Times* en citant l'intéressé et ses médecins.

En outre, le risque de récurrence au cours des 10 prochaines années est très faible, selon l'urologue qui l'a opéré en février 2003.

«*Je suis guéri*», a déclaré John Kerry, 60 ans, dans une interview au NYT. «*Je suis débarrassé du cancer, et la probabilité que je le sois encore dans 10 ans est aussi bonne que possible*».

Le sénateur du Massachusetts estime que la question de son ancien cancer n'est pas un sujet de débat dans cette campagne qui l'oppose au candidat républicain George W. Bush pour l'élection présidentielle du 2 novembre prochain.

Agence France-Presse et Associated Press

## PAPINEAU

SUITE DE LA PAGE 1

«*Le public me voit déjà beaucoup, je ferais de la surexposition en en rajoutant! J'ai en masse de tribunes pour faire connaître ma façon de penser à travers mes projets sans avoir en plus à aller me montrer. Je n'ai rien contre les médias, mais je n'ai rien pour non plus. Simplement, je ne trouve pas ça très intéressant d'aller donner mon opinion à propos de tout et de rien. Il y a des spécialistes pour parler d'actualité, de culture: je n'ai pas à m'en mêler. Et il y a déjà assez de bruit ambiant créé par l'expression de l'humeur de chacun...*»

Pour résumer sa position, le comédien emprunte les mots d'un de ses anciens professeurs. «*Souvent, les gens veulent davantage savoir ce que tu dis quand tu chuchotes que quand tu cries, assure-t-il. Je veux arrêter d'être du côté des chialeux. J'essaie plutôt d'avoir une influence de l'intérieur et d'apporter des changements dans mon milieu. Des changements à petite échelle, oui, mais qui ont de l'impact parce qu'ils permettent aux gens de vivre mieux*». Plutôt que de décrier McDonald's, demande-t-il, pourquoi ne pas ouvrir notre propre restaurant?

«*Il y a toutes sortes de façons de s'impliquer socialement. C'en est une de passer au Point, mais ce n'est pas la seule. Personnellement, ça ne me manque pas de ne pas y aller — et je ne pense pas que ça manque à la population que je n'y aille pas. Je ne suis pas un porteur d'étendard: il y a des gens qui font ça mieux que moi, et je préfère me consacrer aux choses que je fais bien.*»

## La vaine des saisons

Et ce qu'il fait bien, c'est jouer. Apprivoiser un rôle, en tirer toutes les nuances, puis l'offrir au public. A 37 ans,

14 ans après avoir été diplômé de l'École nationale de théâtre, François Papineau tire toujours autant de plaisir à toucher les gens, «*à communiquer une œuvre ou plus grand nombre possible*». À ce chapitre, l'aventure de *Cabaret*, reprise cette saison après son succès du printemps dernier, le réjouit particulièrement. Le comédien le constate chaque soir: le retour à l'affiche de la production permet d'atteindre un nouveau public, plus jeune que lors des premières représentations.

«*Il y a trop de spectacles qui sont gaspillés, et c'est dommage*». Les théâtres, explique-t-il, nous ont habitués au concept de saisons, aux programmations serrées au cours desquelles quatre ou cinq productions se succèdent chaque année. «*Après trois, quatre semaines, on passe déjà à autre chose. On ne se permet pas de prendre le temps que la mayonnaise pogne. Il y a des shows qui auraient la capacité de durer, sauf qu'on est dépendants du volume de vente pendant les premières semaines. C'est ce qui détermine si on peut continuer un show ou pas, avec comme résultat que plusieurs productions ne se rendent pas à leur maximum de durée*».

Pourtant, rappelle François Papineau, la donne n'est pas la même partout. À New York ou en Europe, de nombreux théâtres se consacrent à un seul spectacle. «*Tu pars un show et tu continues jusqu'à ce qu'il ne fonctionne plus. Il y a des pièces qui durent des années comme ça*». Même sans aller aussi loin, estime-t-il, il serait sans doute possible de diminuer le nombre de pièces produites chaque année, ou de consacrer une saison sur deux aux reprises des meilleurs succès de l'année précédente. «*Les théâtres s'arrachent la tête pour trouver une façon économique de gérer un déficit inévitable: je pense que c'en serait une*».

## Peu de public?

Et gare à ceux qui brandissent l'argument du peu de public disponible. «*Le bassin est plus vaste qu'on a ten-*

## FRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

cravate rayée et la tunique, à leur faire cirer leurs chaussures, porter le bonnet d'âne, suivre des cours de morale et avaler des cuillères d'huile de foie de morue. Les participants ont la mine patibulaire de nos parents sur leurs photos de fin d'année. Les élèves écrivirent à la plume sur des pupitres de bois. Le tout est évidemment prétexte à une série de cabotinages au tableau noir, de batailles d'eau et de tricheries diverses.

Le public, qui ne doit surtout pas demeurer inactif, est invité à voter pour le chouchou de la classe, l'élève le plus espiègle et le plus turbulent. Le préféré des auditeurs gagnera 2000 euros (plus de 3000 dollars) en bons d'achat. Quant aux fans de l'émission, ils peuvent d'ores et déjà s'amuser à passer le certificat d'études, l'ancien diplôme français de la fin du primaire, sur le site Internet de M6.

Les auditeurs semblent pourtant s'amuser de moins en moins puisque l'émission, qui a démarré en lion, enregistre depuis lors une diminution constante de son auditoire. Qu'importe, M6 est depuis longtemps rentrée dans son argent grâce à son riche marché publicitaire destiné aux adolescents.

L'émission a néanmoins forcé la France à s'interroger sur cette soudaine nostalgie. L'éditorialiste du quotidien catholique *La Croix* y a vu le symptôme d'une «*France se mirant dans le rétro*». Le sociologue Michel Fize, auteur du livre *Les Interdits, fondements de la liberté* (Presses de la Renaissance), déclarait que l'engouement pour cet «*âge d'or*» s'expliquait peut-être parce que les élèves s'ennuient d'une époque où «*les rôles de chacun, enseignants d'un côté, élèves de l'autre, étaient clairement définis*».

Si les experts ne s'entendent pas sur les causes du phénomène, ils sont unanimes à dénoncer les grossières erreurs de l'émission. Dans l'école des années 50 revue et corrigée par les scribeurs de M6, le tutoiement est généralisé et les classes sont mixtes. Comme au Québec, la mixité n'est progressivement apparue à l'école française que dans les années 60. Mais qui aurait écouté une émission où les filles ne feraient pas d'escapades nocturnes dans le dortoir des garçons?

Ces dortoirs à quatre sont d'ailleurs bien loin de la réalité des grandes salles où les élèves s'entassaient dans la promiscuité de l'époque. D'aucuns ont fait remarquer que les petits Français n'ont par ailleurs jamais porté de cravates rayées (contrairement aux petits Anglais) et que les lits Ikéa de l'émission n'ont rien à voir avec lits de fer à deux étages des années 50.

Mais surtout, les brimades que subissent les élèves ne sont qu'un pâle succédané de ce qui se pratiquait alors. Les élèves des années 50 ne ciraient pas le parquet et ne faisaient pas de pompes comme à l'armée. Les maîtres d'alors préféraient la giflette, la fessée et les coups de règle sur les doigts. L'ancien professeur Hervé Hamon, membre du Haut Conseil de l'évaluation de l'école, expliquait au journal *Le Monde* que, pour être réaliste, il aurait fallu que le surveillant général soit «*une brute alcoolique*», l'alcoolisme étant à l'époque un fléau généralisé en France.

«*Ce que les gens ne savent plus, dit-il, c'est à quel point l'école des années 50 était brutale, bricolée, peu ambitieuse et peu performante. Le niveau était faible, le recrutement des enseignants court et souvent improvisé, avec beaucoup de contractuels, dont le niveau universitaire était léger*».

Selon l'expert, cette école avait cependant une qualité. Destinée à former des postiers et non des informaticiens, des caissiers et non des courtiers en Bourse, elle s'occupait probablement mieux de ceux qui n'accédaient pas à l'école secondaire. Elle s'assurait qu'ils sachent au minimum lire, écrire et compter.

Pour le reste, il semble que la génération qui a aujourd'hui 60 ans ait tendance à envier sa jeunesse. La plupart des études qui tentent de comparer les niveaux scolaires concluent que les élèves d'aujourd'hui ont des connaissances plus étendues. Un domaine ferait cependant exception: l'orthographe, dont les innombrables exceptions semblent ne plus trouver place dans l'esprit rationnel de l'élève d'aujourd'hui.

Dès la semaine prochaine, les auditeurs de M6 pourront juger sur pièces puisque les 24 élèves passeront les épreuves du certificat d'études avant de faire leur spectacle de fin d'année.

La nostalgie de l'école des années 50 ne risque pourtant pas de disparaître avec l'émission puisqu'une enquête récente de l'Union des familles en Europe révèle que 48 % des parents sont pour le retour de l'uniforme à l'école.

Quand la réalité dépasse la télé-réalité.

dance à le penser, assure le comédien. *Simplement, il faut offrir de bons produits. Aujourd'hui, il y a souvent un plus gros effort qui est fait sur la mise en marché que sur la qualité du produit. On vend un succès avant même qu'il soit créé, et le public n'est pas dupe longtemps. Quand les gens ont payé leur salaire de la semaine pour voir un show et qu'ils se sont fait avoir par une publicité, ça passe peut-être une ou deux fois, mais pas trois!*»

Au contraire, lorsqu'une production prévoit un plus grand nombre de représentations, elle se libère de «*l'impact publicitaire de la première*» et laisse une chance au bouche-à-oreille de faire son œuvre. «*Les gens veulent de bons spectacles et, quand ils en trouvent, ils y vont et ils disent aux autres d'y aller. C'est de ça qu'on bénéficie en restant à l'affiche plus longtemps: les gens embarquent*». Avec, en prime, la possibilité pour le public en région de planifier une sortie culturelle à Montréal. Les tournées, estimées en effet François Papineau, sont bel et bien une bonne façon d'atteindre les gens, mais elles ne sont pas à la portée de toutes les productions. «*Mais les gens peuvent se déplacer d'un peu plus loin si on dure plus longtemps ici. Après tout, quand on veut voir le zoo de Granby, on n'attend pas que les animaux fassent une tournée!*»

C'est un peu le pari qu'a fait le Théâtre du Rideau vert en reprogrammant *Cabaret*. Avec les difficultés financières que connaît l'établissement, il fallait miser sur le bon cheval. «*Et ça marche: on a encore ajouté des suppléments [à la semaine dernière]. On est la preuve qu'il est possible de faire les choses autrement*».

Le Devoir

CABARET

Au Théâtre du Rideau vert jusqu'au 30 octobre  
(514) 844-1793, www.rideauvert.qc.ca